

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

MONTÉE DE LA RÉACTION SOCIALE

Elimination des pouvoirs intermédiaires, renforcement corrélatif des centres « décideurs », désorganisation voulue des services publics, ouverture de ces services à la libre entreprise du capitalisme privé, remise en cause des droits acquis chèrement par les travailleurs, contestation des prérogatives syndicales, répression de leur activité à la base, politique réactionnaire générale des dirigeants industriels et de leurs ministres, exploitation contre les travailleurs d'une crise entretenue, enrichissement et domination accrue d'une classe de gros industriels et technocrates, conservation d'une petite bourgeoisie-tampon sous-traitante ou auxiliaire, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs non chômeurs, réduction symptomatique des dépôts en Caisse d'Épargne rappelés à la consommation courante en raison de la hausse des prix, entretien d'une masse de chômeurs qui freine la revendication ouvrière, refus patronal et gouvernemental de prendre en considération la réduction nécessaire du temps de travail, augmentation démontrée du nombre de ceux, hommes, femmes et enfants, qui vivent au-dessous de la ligne de pauvreté : voilà le tableau de la situation sociale réelle de notre pays quand on déchire tant soit peu le mince voile des apparences toujours tendu entre nous et la réalité par nos dirigeants et leur propagande.

C'est une montée générale de réaction sociale dans tous les domaines et dans tous les pays de l'avant-garde industrielle, ceux de capitalisme privé comme ceux de capitalisme d'Etat. Chaque jour nous apporte son lot, dans l'un ou l'autre camp, de lois, de décrets ou de mesures administratives réactionnaires. C'est chaque jour aussi que nous devons y prendre garde, y répondre aussitôt par la résistance et la contre-offensive. Cette vague de réaction n'a pas toujours la violence que lui donnent les régimes autoritaires dans lesquels chaque recul social, chaque régression a son ombre portée sur la police ou sur l'armée au pouvoir, ou sur le parti unique. Elle est parfois insidieuse et rampante

comme au pays de M. Barre. Elle est souvent déguisée par un discours libéral et des mesures apparemment progressives.

C'est le cas de cette participation des travailleurs aux bénéfices et à l'administration de l'entreprise. Cette vieille panacée contre la lutte des classes, on nous la présenterait bientôt comme une révolution ! Or le patronat français s'est expliqué là-dessus, ne serait-ce que par la voix de son président, M. François Ceyrac. Il est bien entendu pour

DANS CE NUMERO :

- **DANS LA LOIRE :**
LE CONFLIT MAVILOR
par FRANC
- **MUNICH**
par Georges LAMIZET
- **LA GUERRE QUI RODE**
par SANTEUIL
- **LETTRE D'AMÉRIQUE**
par Pierre AUBERY

lui que la décision en matière sociale, sans parler bien sûr de la décision économique ou technique, appartient au seul chef d'entreprise.

Les « cadres » seront là pour recevoir les doléances des travailleurs de base. Ce sont les intermédiaires rêvés car ils ne sont pas libres par rapport au patron. On discute encore sur le point de savoir s'ils seront autorisés à représenter le personnel au conseil d'administration. Le patronat voit dans tout cela une bonne conception paternaliste et hiérarchique de l'entreprise comme il verrait sans doute assez bien l'organisation de la société tout entière (les « cadres » y sont les hommes politiques).

Quant à l'actionnariat ouvrier, parlons-en ! Les directions d'entreprise pourront (et non pas devront) distribuer aux ouvriers (avec une plus grosse part aux cadres) jusqu'à 3 % du capital ! Trois pour cent ! C'est, pour parler comme M. d'Estaing, « le petit morceau de la France » que pourront posséder, si les patrons le veulent bien, les millions de producteurs de profit. Le parlement paraît tout fier de lui d'avoir adopté une telle loi !

Où sont là-dedans les délégués élus du personnel et les délégués syndicaux ? Ils n'apparaissent pas parce qu'il s'agit, de façon dérisoire d'ailleurs, de réduire leur rôle, de limiter leurs prérogatives, de contester leurs droits. Contre eux, la répression patronale s'exerce un peu partout. Chaque jour, nous apprenons de nouveaux cas de répression anti-syndicale et la protection légale ne suffit pas à garantir les militants. La réalité sociale est là :

c'est une offensive contre les syndicats ouvriers, contre les droits individuels et collectifs des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise.

Il n'y a pas qu'en France que les maîtres du pouvoir procèdent, avec des moyens plus ou moins durs, au remodelage social des entreprises ou à la consolidation de leur structure autoritaire. En Grande-Bretagne, Mme Thatcher mène la danse contre les syndicats : il n'est pas dit qu'elle ne s'y cassera pas les dents. Au Brésil, en voie de civilisation industrielle, on arrête, à Sao-Paulo, les leaders de la grève des métallurgistes des usines multinationales. En Tunisie, des chefs syndicalistes, nos camarades de l'U.G.T.T., sont encore en prison. En U.R.S.S., en Roumanie, en Pologne on arrête et on condamne les courageux ouvriers qui veulent constituer des syndicats indépendants du pouvoir et du parti unique, la seule voie d'un mouvement ouvrier ressuscité, d'une véritable défense de classe. L'internationalisme prolétarien réel, pas celui des discours ou des théories, celui des faits, se révèle dans cette opposition sourde ou hautement déclarée à la réorganisation autoritaire du monde industriel contemporain.

L'autogestion de ce monde par ceux qui travaillent, qui produisent, qui administrent — hommes heureusement différents dans leurs capacités, mais égaux socialement —, c'est le contre-courant qui arrêtera la vague réactionnaire. Il serait temps que les jeunes syndicalistes révolutionnaires comprennent la grandeur de la tâche qui les attend.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Rien ne va plus pour les Américains. Avec la crise iranienne qui s'éternise, l'inflation galopante qui atteint le taux de 20 %, l'invasion de l'Afghanistan par les Russes, la crise de l'énergie menaçante, la campagne pour les élections présidentielles d'où il ne ressort rien de bien neuf, tant comme programme que comme candidat, les Américains sentent que le contrôle de leurs affaires et de celles du monde leur échappe de plus en plus. Et pourtant, malgré le pessimisme qu'engendre d'assez sombres perspectives d'avenir, les affaires commerciales marchent bien, le niveau de l'emploi se maintient et un hiver exceptionnellement doux, pour le continent nord américain, a permis d'éviter une rupture des stocks de combustibles pour le chauffage domestique.

En matière de politique extérieure le fait que les Etats-Unis soient en période électorale comporte de sérieux risques. La politique modérée et temporisatrice de Carter qui, si elle n'a pas remporté de succès éclatants, n'en a pas moins limité l'escalade de la tension internationale, est l'objet d'attaques de plus en plus vives de la part de ses adversaires et de ses concurrents politiques. Une explosion d'hystérie anti-communiste (et ici il n'est pas nécessaire d'être très à gauche pour être classé parmi les communistes) constitue un risque toujours présent. D'autant plus que la tentation d'agiter le spectre de l'expansionnisme soviétique pour tenter de détourner l'attention de l'opinion des vrais responsables du climat de pré-crise dans lequel nous vivons est de celles aux-

quelles les gouvernements en difficulté ont de la peine à ne pas céder. La gauche américaine considère en général que l'impérialisme soviétique n'est pas en mesure de se lancer dans les aventures que les spécialistes de la « Realpolitik » présentent comme des options vraisemblables du Kremlin. Les Russes auraient déjà bien du mal à maintenir leurs satellites de l'Europe orientale dans le droit chemin, à tenir l'immense Chine en respect et à nourrir convenablement leur propre population qui ne montrerait aucun empressement à retourner à l'austérité d'hier après avoir commencé à goûter aux plaisirs de la consommation que le plein emploi rend possibles enfin.

Si l'on accepte la thèse du gouvernement américain et des pétroliers, selon laquelle l'inflation et le déséquilibre de la balance des comptes résulteraient principalement de la hausse des prix du pétrole brut, on est obligé de conclure que l'économie dite « libérale » et les mécanismes du marché sont impuissants à redresser la situation. Les remèdes proposés plus qu'appliqués jusqu'alors par le gouvernement Carter : économies budgétaires, restrictions du crédit, impôt spécial frappant les super-profits des compagnies pétrolières nationales, sont peu efficaces. Les compagnies multi-nationales ont tous les moyens nécessaires à leur disposition pour échapper à ces restrictions. Elles répètent d'ailleurs à l'envi que l'augmentation considérable de leurs profits n'est pas due aux affaires qu'elles font aux Etats-Unis mais à celles qu'elles gèrent à l'étranger notamment en Europe.

Il y a sans doute une part de vérité dans cet argument puisque le prix de l'essence est souvent trois fois plus élevé outremer qu'aux Etats-Unis mêmes. En bref, maîtres du marché international, les compagnies pétrolières se moquent bien des initiatives actuelles des gouvernements et poussent leurs profits à des niveaux sans précédent, sans se préoccuper du bien-être présent des consommateurs et encore moins de l'avenir. Il a été en effet établi que les compagnies pétrolières et autres producteurs d'énergie n'ont nullement, comme ils le prétendent, investi leurs profits dans la recherche de nouvelles sources d'énergie ou dans le développement de nouvelles technologies. Ils se sont surtout préoccupés de diversifier leurs placements dans des entreprises à marge bénéficiaire élevée. Comme les Etats-Unis importent près de la moitié du pétrole qu'ils consomment, comme avec 6 % de la population mondiale ils absorbent 30 % des matières premières produites sur terre, ils se sentent particulièrement menacés par la stratégie globale du profit qui dicte le comportement des grandes compagnies. Aussi commence-t-on à entendre parler de réformes des structures de l'économie et de la production, de contrôle des prix et des salaires, voire de nationalisation des industries productrices d'énergie. Mais il faut bien dire qu'il ne s'agit-là, pour le moment que de paroles en l'air, de vagues discours qui ne se sont traduits par aucun acte décisif. Ce sont toujours des compagnies privées qui décident en fait de l'avenir énergétique du pays en fonction de leurs intérêts propres à court terme et non pas du bien commun. De plus elles ne font à peu près rien pour permettre au monde de passer des combustibles fossiles, y compris l'uranium, qui sont soit trop dangereux pour être exploités à grande échelle, soit en voie d'épuisement, soit l'un et l'autre, à d'autres sources d'énergie renouvelables, celles-ci.

Le climat de pré-crise économique qui pèse sur le pays est ressenti avec une particulière intensité dans l'enseignement. Avec des ressources qui n'augmentent pas ou même diminuent à cause du taux élevé de l'inflation, écoles et universités tant publiques que privées, se trouvent dans une situation difficile. En conséquence dans les Universités il n'est question que d'économies budgétaires et de suppressions d'emploi. Comme les étudiants se détournent des humanités et des sciences sociales qui ne donnent accès à aucune carrière prestigieuse et ne débouchent sur nul emploi lucratif, la tentation est forte de réduire ces enseignements au strict minimum pour concentrer les ressources existantes sur les écoles d'ingénieurs, les écoles commerciales, les écoles de droit et de médecins. Les syndicats d'enseignants eux-mêmes sont bien désarmés pour s'opposer à de tels remaniements. D'autant plus qu'ils sont menacés dans leur existence même de plusieurs façon. La cour suprême des Etats-Unis a récemment décidé que la direction d'une célèbre Université juive YESCHIVA, n'avait pas à reconnaître le syndicat des professeurs ni à négocier avec lui des conditions de travail et de salaire de ses enseignants. En effet, selon la plus haute juridiction du pays, tous les professeurs de YESCHIVA sont considérés comme des cadres, faisant partie de la direction, puisqu'ils sont consultés par l'administration quant au recrutement, aux programmes, à l'embauche du personnel. Cette décision de justice reflète d'ailleurs fidèlement la

mentalité d'un nombre important de professeurs d'université qui se considèrent comme un élite, comme membres d'une profession libérale et non pas comme de simples salariés. Ils estiment que leur classe — dans tous les sens du mot — leur donne le droit et les moyens de négocier individuellement avec leur employeur, qui est d'ailleurs souvent un de leurs anciens condisciples. Les solidarités ethniques, les puissantes associations d'anciens des grandes écoles, leur permettent souvent de s'assurer effectivement des privilèges et des avantages considérables en matière de traitement, d'heures de cours, de congés d'étude et de recherche, dont leurs collègues plus modestes, formés dans des conditions moins prestigieuses, ne jouissent pas. Cela crée un climat de compétition et d'intrigue qui n'est guère favorable au travail suivi et fait naître de graves inquiétudes quant à l'avenir.

On peut dire, sans exagération, que les Etats-Unis vivent depuis plusieurs mois dans l'attente d'une catastrophe encore imprécise quant à ses modalités et dont la date n'est pas encore fixée. Pourtant politiciens et journalistes prophétisent à tout venant la diminution de la production, la hausse des prix, le chômage, l'effondrement du pays comme puissance mondiale. Tout le monde s'attend à souffrir. Mais, pour le moment, la vie continue sans grand changement apparent. L'inflation, en dépit des taux d'intérêt élevés, encourage la fuite devant la monnaie. Chacun s'empresse de faire des achats remis depuis longtemps. Personne n'hésite plus à se débarrasser de ses économies, voire même à faire plus encore de dettes, ce qui entraîne une fièvre de dépenses qui ne s'est pas sensiblement ralentie depuis plusieurs mois même si les investissements dans des biens de production durable ont diminué à en croire les statistiques. Assistons-nous à l'une de ces grandes bacchantales qui, dans l'antiquité, précédaient la chute des empires ? Ou bien s'avèrerait-il que le système capitaliste fait preuve de plus d'élasticité et de dynamisme qu'une analyse de son fonctionnement et de ses performances dans les pays du tiers monde qu'il appauvrit plus qu'il ne développe le laisserait croire ? En ce qui concerne les Etats-Unis tout au moins les mois à venir nous le diront sans doute.

Pierre AUBERY.

« ... Nous avons appris à reconnaître ce gigantisme qui n'est que la contrefaçon malsaine d'une croissance, ce gaspillage qui fait croire à l'existence de richesses qu'on n'a déjà plus, cette pléthore si vite remplacée par la disette à la moindre crise, ces divertissements ménagés d'en haut, cette atmosphère d'inertie et de panique, d'autoritarisme et d'anarchie, ces réaffirmations pompeuses d'un grand passé au milieu de l'actuelle médiocrité et du présent désordre, ces réformes qui ne sont que des palliatifs et ces accès de vertu qui ne se manifestent que par des purges, ce goût du sensationnel qui finit par faire triompher la politique du pire, ces quelques hommes de génie mal secondés, perdus dans la foule des grossiers habiles, des fous violents, des honnêtes gens maladroits et des faibles sages. »

Marguerite YOURCENAR.
(Sous bénéfice d'inventaire -
collection Idées - Gallimard).

M U N I C H

Il ne faut jamais laisser entendre, ni se permettre de croire, que la guerre soit compatible, en un sens quelconque, avec la justice et l'humanité.

Alain (*Mars ou la Guerre jugée*)

La honte de Munich : il faudrait examiner, en se replaçant dans la situation de l'époque, ce lieu commun accepté depuis quarante ans. Ces temps-ci en particulier, l'épouvantail de Munich est souvent brandi. Dans la R.P., où l'on fut munichois en 1938, ce qu'Hagnauer n'a pas rappelé, Santeuil a déploré rétrospectivement la politique d'« apaisement » auparavant pratiquée en Angleterre par Baldwin et « que son successeur Chamberlain allait porter à son apogée au moment de Munich ».

En 1938 je fus Munichois, alors que j'avais vingt-quatre ans. Membre du parti communiste, non sans réserves intérieures, je le quittai. Les occasions ne m'auraient pas manqué de le faire dans la suite. Dans celle-ci mon cas fut sans doute assez exceptionnel ; plus nombreux furent ceux, antimunichois dans ses rangs, qui le quittèrent après la signature du pacte germano-soviétique.

J'ignorais encore en ce temps l'existence de la R.P., mais j'avais été attentif au combat poursuivi depuis vingt ans en faveur de la paix par Alain et ses amis, qui l'avaient emporté sur Langevin et les siens, les communistes, au sein du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes.

Ceux qui, dans ce Comité, dans les syndicats, à la R.P., furent Munichois se trompèrent-ils ? Je réponds : du point de vue de l'opposition à la guerre, non.

On peut s'interroger aujourd'hui sur les raisons d'être de la R.P. L'opposition à la guerre en fut une. Elle est, à mon avis, une de celles qui demeurent.

Il y avait plusieurs manières de dire non à la guerre.

L'une était le défaitisme révolutionnaire, selon le mot d'ordre de Lénine : transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Seule en 1938 une poignée de militants restait fidèle à ce mot d'ordre. Trois ans auparavant, au lendemain du pacte Laval-Staline, une première volte-face avait fait abjurer le défaitisme révolutionnaire aux communistes, au nom d'un « antifascisme conséquent ». Moins d'un an plus tard le pacte Hitler-Staline devait déterminer de leur part une seconde volte-face, qu'une troisième suivit en 1941.

Une autre attitude, celle des pacifistes intégraux, celle de Lecoin, est demeurée l'attitude de nos camarades de l'Union pacifiste. C'était hier comme aujourd'hui celle des objecteurs de conscience. C'était celle de Giono, auteur d'un pamphlet ayant pour titre : *Refus d'obéissance*.

Une autre attitude encore était celle d'Alain, dont Santeuil a bien fait d'associer le nom à celui de Proudhon dans un courant de pensée où se situent à présent, au parti radical italien, Marco Pannella et Jean Fabre, ce Français récemment jugé pour insoumission. Alain rejetait non moins fermement que Giono, quelle que soit la situation, l'idée de la guerre, et le disait tout aussi haut ; mais, la plupart des citoyens français étant d'une autre opinion, comme

ils le sont encore, il fallait entrer en guerre, faire ce devoir de citoyen qu'est le devoir militaire. En 1914, à quarante-six ans, il s'était engagé. Prendre part à l'exécution donne voix au chapitre dans la décision (1).

Tel est le parti que j'avais pris, dans mon refus de la guerre, et auquel je me tiens. Cela ne permet que mieux, tant que la guerre n'est pas là, de contribuer du plus qu'on peut, à tout moment, en toute situation, aux efforts faits pour l'éviter ; d'où qu'ils viennent. Et d'abord cela permet de demander que la défense soit défense et seulement défense. Ainsi en est-il dans de petits pays comme la Suisse ou la Suède. Ils n'appartiennent à aucune alliance militaire. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans un pays comme la France ? Passe de faire la guerre, mais on ne devrait pas la faire avant d'être attaqué. Henri Bouché et Simone Veil, anciens élèves d'Alain, examinaient en 1938 cette solution au problème de la défense du territoire en cas d'invasion : la guérilla ; rien de plus actuel que cette idée.

Depuis la fin de la première guerre mondiale l'effort des pacifistes avait été, à contre-courant, de dénoncer la politique de la victoire, de mettre en garde contre un maintien obstiné du *statu quo* établi en Europe par les traités de 1919, de montrer les dangers de cette humiliation du peuple allemand qui le fit porter Hitler, « enfant de Versailles », au pouvoir. Ils n'avaient pas été écoutés.

N'y avait-il plus alors à employer, pour sauver la paix, que des mesures *militaires* ? Comment assurer que les choses auraient mieux tourné si l'on avait pris ce risque ? Ce qui est plus téméraire encore que le « Il n'y a qu'à », c'est le « Il n'y avait qu'à ». Faut-il penser, comme Santeuil, que la paix aurait pu être sauvée « si, au moment de la réoccupation de la Rhénanie par Hitler en mars 1936, les troupes françaises étaient intervenues » ? Les troupes françaises auraient-elles dû intervenir, en Espagne, contre celles d'Hitler et de Mussolini ? Fallait-il, en 1938, essayer de faire reculer Hitler, comme on nous le serine depuis quarante ans, et, s'il ne reculait pas, se jeter dans la guerre ?

On ne rappelle jamais quel était alors le problème à résoudre. A l'intérieur des frontières accordées en 1919 à la Tchécoslovaquie par les vainqueurs, la région des Sudètes était peuplée d'Allemands, et ils voulaient être citoyens allemands. « C'était, dira Giono, leur droit le plus strict. » Aux termes des accords signés à Munich leur pays fut annexé au Reich. C'était aussi le droit des Tchèques de rester citoyens tchécoslovaques. Ce droit leur fut reconnu par l'Allemagne, et garanti par l'Angleterre et la France. C'est en mars 1939, non en septembre 1938, qu'Hitler fit pas-

(1) Sur l'attitude d'Alain en 1939, dans l'épisode du tract « Paix immédiate », le récit de Lecoin, repris naguère dans la R.P. par Hagnauer, appellerait une mise au point.

ser les Tchèques sous son joug. Et l'on n'intervint pas. Du reste, on n'est pas intervenu non plus, en 1948, au moment du coup de Prague, ni en 1968, au moment de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie dans cette malheureuse Tchécoslovaquie. Aurait-il fallu intervenir ? Faut-il aujourd'hui voler au secours des Afghans ?

En 1938, au début de septembre, un télégramme réclamant des « mesures énergiques » avait été envoyé à Chamberlain et à Daladier. Giono tint rigueur à « feu Romain Rolland », comme il disait, d'avoir dans le même temps signé, avec Langevin, ce télégramme et, avec Alain, avec lui-même, un appel du syndicat des instituteurs et du syndicat des postiers faisant entendre un tout autre son de cloche.

On y avait lu :

« Nous demandons au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes. »

Et encore :

« Nous demandons que le message de raison du Président Roosevelt soit entendu : il faut que la paix soit faite avant la guerre plutôt qu'après la guerre. »

A Blum, son ami, Alain avait dit dans une lettre : « Je te demande de faire ce que tu pourras pour que le gouvernement se détourne résolument des tentations de la force et, selon sa constante direction, suive en ces événements l'Angleterre, notre aînée dans la pratique de la liberté. » Ainsi en avait-il été au moment de la guerre d'Espagne. Avant que les Anglais ne soient réduits à montrer ce dont ils

sont capables dans la défense de la liberté, leur gouvernement alla jusqu'au bout du possible pour empêcher une deuxième guerre mondiale d'éclater vingt ans après la première et de ses suites.

Voici en quoi le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes, sans être rassuré sur l'avenir, approuva en France qu'on eût négocié : « C'est que, dit en son nom Michel Alexandre, pour la première fois la France et l'Angleterre ont appliqué la formule qui depuis quatre ans fut d'emblée nôtre : ne résister que sur des positions enfin défendables, c'est-à-dire après avoir fait pleine justice aux revendications adverses » (2).

Quel argument aujourd'hui pour un nouvel Hitler, appelant à une nouvelle revanche, s'il en avait été autrement ! On n'y pense pas.

Pour ma part, je ne crus pas un instant, comme Giono, qu'on avait sauvé la paix. Mais je ne regrette pas qu'on ait dit non, jusqu'au dernier moment, à la guerre. Je ne regrette pas d'avoir été Munichois. Je suis disposé à l'être de nouveau.

Georges LAMIZET.

(2) Il me paraît utile de citer dans la R.P. cette phrase d'une étude de Nicole Racine-Furlaud sur les différents courants apparus, entre 1934 et 1939, au sein du Comité de Vigilance : « Il est hors de doute que l'attitude des pacifistes socialistes et syndicalistes du C.V.I.A. qui s'engagèrent dans la Collaboration en même temps que d'autres hommes venus comme eux de la gauche a rétrospectivement jeté le discrédit sur l'activité du C.V.I.A. tout entier après 1936, et cela, abusivement ».

(Le Mouvement Social, n° 101, octobre-décembre 1977, Les Éditions Ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris.)

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

SARTRE ET CAMUS

Si le Président de la République et le gouvernement français ont eu l'élémentaire pudeur de s'abstenir de tous éloges posthumes officiels à son égard, ce sont de véritables funérailles nationales et internationales dont les médias ont gratifié Jean-Paul Sartre.

Peut-être s'étonnera-t-on que nous ne participions que d'une manière réservée à cet hommage quasi-unanime. Certes nous adressons un adieu fraternel à l'instigateur, en 1960, du *Manifeste des 121* pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. Au contestataire de 1968 qui enrageait qu'étudiants et ouvriers ne pussent réaliser un front commun pour balayer le vieux monde, comme près de cent ans auparavant la Commune de Paris avait tenté de le faire. Au membre du tribunal Russell qui condamnait l'absurdité sanglante de l'aventure américaine au Vietnam. A l'enquêteur improvisé qui, sur place, aux usines Renault allait se documenter sur les conditions précises dans lesquelles un mercenaire de cette firme prétendument nationalisée avait pu abattre Pierre Overney. Au défenseur de la liberté de la presse bafouée par un ministre de l'Intérieur, digne héritier de ses prédécesseurs du Second Empire, ou de Vichy et, pour ce faire, vendant à la criée *La cause du peuple*, puis assumant la direction de *Libération*.

Nous nous inclinons plus encore peut-être devant celui qui, au moment de lier sa gerbe, reconnaissait

avec une émouvante sincérité, être passé néanmoins, plus d'une fois, « à côté de la plaque ».

Au fond, la tragédie de cet « intellectuel engagé » est d'avoir été abstrait à un degré incroyable. Dès l'enfance, il ne devait voir la vie et les hommes qu'à travers « les mots ».

C'est pourquoi, il s'est obstiné à faire de l'Allemagne un pays viscéralement nazi. Un pays gangrené depuis des siècles par une sorte de nazisme potentiel qui n'a fait que s'épanouir dans le délire des années 1933 à 1945. Nazisme qui lui serait resté collé à la peau, même lorsqu'elle est devenue l'Allemagne d'Adenauer et de Ludwig Ehrhard, voire de Willy Brandt et d'Helmut Schmidt. Quant à l'Europe dont peut rêver cette Allemagne, elle ne saurait être, de toute évidence, qu'une Europe germano-américaine, capitaliste et revancharde. Oubliés évidemment, ces centaines de milliers d'Allemands qui, au péril de leur vie, firent barrage à la montée du nazisme puis, durant les douze « années inhumaines du régime hitlérien », osèrent dire NON à la « bête immonde ».

C'est de la même façon qu'il devait accepter, à plus d'une reprise — sous prétexte de « ne pas désespérer Billancourt » — d'être le compagnon de route des communistes, en lesquels il voulait voir à tout prix la quintessence de la classe ouvrière, alors qu'ils n'en étaient qu'un miroir aussi déformant que ceux du Musée Grévin.

Et nous regrettons précisément qu'il ait cru devoir joindre sa voix au concert de celles qui vouaient alors Albert Camus aux gémonies — quitte à lui

rendre hommage à sa mort. Mais ces hommages posthumes ne sont-ils pas un peu une solution de facilité ?

A la différence de Sartre, Camus aimait le ciel, le soleil et la mer, la vie dans sa plénitude et les hommes en chair et en os. Il n'y avait pas entre la nature et lui, entre l'humanité et lui, l'écran des « mots ». C'est sans doute d'ailleurs pour cela qu'il avait si vite compris que le jour où la « révolution césarienne » avait « triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire », ce jour-là avait constitué le jour le plus noir de l'histoire du mouvement ouvrier. Pour l'U.R.S.S. d'abord, mais aussi, par contre-coup, pour le reste du monde.

Pitié pour le Maghreb

Tel était le titre d'une brochure où Daniel Guérin dénonça autrefois la politique coloniale de la 4^e République en Afrique du Nord. Il n'est évidemment plus question de justifier celle-ci, mais il faut bien constater qu'une nouvelle oppression s'est substituée à l'ancienne. Certes, elle a le mérite de poser, dans une lumière crue, le problème de la lutte de classes, autrefois estompé par le combat nationaliste contre la puissance colonisatrice. Mais le « burnous » continue toujours à « suer ».

Il fut un jour de 1924 ou 1925 où le Cartel des Gauches fit transférer au Panthéon les restes de Jaurès. Dans le cortège, anonyme alors, se trouvait un jeune étudiant tunisien, Habib Bourguiba. Il est inutile de rappeler le rôle éminent qu'il a joué, tant avant qu'après la seconde guerre mondiale, pour permettre à son pays d'accéder à l'indépendance.

La R.P. elle-même a, en janvier 1939, hébergé sa prose. Deux mois auparavant, la Chambre italienne des Faisceaux et Corporations avait revendiqué, avec une unanimité de commande : « la Corse et la Savoie, Djibouti et la Tunisie ». Cela faisait beau temps d'ailleurs que le Duce, après avoir fait pacifier la Libye au pas de charge, se proclamait le « protecteur de l'Islam » et intriguait dans tous les pays arabes sous domination française ou britannique. Mais il convoitait plus particulièrement la Tunisie, qui est le prolongement naturel de la Sicile et que la France avait raflée au nez et à la barbe de l'Italie au début des années 1880.

Dans leur égoïsme viscéral, les prépondérants français favorisaient en quelque sorte les visées de Mussolini. Car, une fois tombé le gouvernement Léon Blum dont l'avènement avait provoqué dans tout l'« Empire français » une espérance aussi grande qu'en France même, la politique de la trique avait repris en Tunisie. Et Bourguiba, précisément, en faisait alors l'amère expérience dans une géole du Sud tunisien.

C'était alors pourtant qu'il écrivait : « Le danger italien, nous le réalisons autant sinon plus que la France, car si pour la France il pose une question d'hégémonie et de puissance, pour nous il pose une question de vie ou de mort ». Considérant le fascisme comme la « bête immonde », il en appelait, de la France des politiciens obtus au service de la caste des prépondérants, à la France des Droits de l'Homme.

C'est beaucoup plus tard, en 1954-1956 qu'il devait être enfin entendu et que la Tunisie put accéder

d'abord à l'autonomie interne, puis à l'indépendance.

Hélas ! Une fois devenu le maître de son pays, le « Combattant suprême » allait atrocement décevoir les libéraux qui avaient soutenu son combat. Il devait éliminer perfidement, tour à tour, tous ses rivaux potentiels. L'an dernier, ils s'illustrait par une répression sanglante de la grève générale des syndicats qu'il faisait présenter comme un complot contre son régime. Aujourd'hui, c'est la ténébreuse « affaire de Gafsa » qui se solde par treize pendaisons. En refusant d'user de son droit de grâce, Bourguiba s'est une nouvelle fois déconsidéré devant l'opinion mondiale. Nous joignons notre protestation indignée à cette nouvelle manifestation de sadisme sénile.

Et, du même coup, nous protestons contre la répression exercée en Kabylie par le gouvernement algérien. Il y a beau temps que nous n'avons plus guère d'illusions sur l'Algérie qui conquiert pourtant, de si haute lutte, son indépendance. Nous avons pu espérer pourtant, à la mort de Boumediène, qu'une détente était susceptible d'intervenir. Hélas ! La Kabylie est obligée de lutter pour son identité culturelle contre l'arabisation qu'on veut lui imposer. Nous savons d'ailleurs que, vaincue aujourd'hui, elle l'emportera demain. Comme elle l'a emporté contre tous ceux qui ont cru la conquérir au long de l'Histoire. Comme l'emportent toujours — notre ami Drocourt, nourri de Louzon, nous le rappelait hier encore à la réunion mensuelle de la R.P. — les habitants des « montagnes-refuges » sur le conquérant qui peut tout juste arriver à tenir le plat pays.

Les chênes qu'on abat

Le 24 mars dernier, un commando d'extrême droite assassinait, dans la chapelle d'un hôpital où il disait une messe pour les lépreux, l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero.

Dans cet état de Salvador grand comme trois ou quatre départements français, la population atteint quatre millions et demi d'habitants. La densité est donc énorme. Or 2 % des citoyens possèdent 60 % des terres. 70 à 80 % de la population souffrent de malnutrition et la moitié est analphabète.

C'est ce scandale institutionnalisé que Mgr Romero, soutenu par son clergé unanime, ne cessait de dénoncer. Plus particulièrement depuis 1972, date à laquelle les militaires, le colonel Molina d'abord, puis le général Romero — homonyme de l'archevêque — étaient parvenus au pouvoir et gouvernaient au service de l'oligarchie foncière. Et il avait encouragé la formation de syndicats paysans chrétiens extrêmement combattifs.

Lorsque le général Romero avait été chassé du pouvoir en octobre 1979, l'archevêque avait accordé un préjugé favorable à la junte des jeunes officiers auteurs du pronunciamiento. Mais leur attitude allait assez vite le décevoir. Leurs projets de réforme agraire restaient à l'état de velléité, cependant que la répression dans les campagnes continuait comme devant.

Le dimanche 23 mars, Mgr Romero avait donc cru devoir solennellement adjurer les officiers et les soldats « de ne pas obéir aux ordres contraires à la loi de Dieu ». Il signait, ainsi, son arrêt de mort. Le porte-parole des forces armées qualifiait de crime cet

appel. Il ne restait plus aux sbires de l'Union des guerrilleros blancs qu'à procéder à l'exécution.

Le dimanche suivant, au moment même où l'archevêque de Mexico, entouré de vingt-trois évêques latino-américains célébrait un service funèbre, une fusillade éclatait, faisant une quarantaine de morts et près de 400 blessés — nouvelle provocation de l'extrême droite.

Contre celle-ci, Carter s'efforce de soutenir la junte modérée et de la pousser à réaliser enfin la réforme agraire trop longtemps différée. Puisse-t-il parvenir à ses fins et faire échapper le malheureux Salvador à la « spirale de la violence » !

La guerre qui rôde

« J'appelle les vivants, pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon ; je pleure les morts innombrables couchés là-bas vers l'Orient et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords ; je briserai les foudres de la guerre qui menace dans les rues. » Ainsi retentissait, sous les voûtes de la cathédrale de Bâle, en décembre 1912, la grande voix de Jaurès, commentant l'inscription de la cloche symbolique de Schiller. Préface à la « Grande Guerre » de 1914-1918, la première guerre balkanique venait d'éclater. Et Jaurès s'efforçait de regrouper en un faisceau toutes les bonnes volontés éparses, afin de conjurer la menace du cataclysme.

Nous vivons aujourd'hui des heures un peu semblables. A deux différences près, qui sont capitales. D'abord que les moyens de destruction se sont perfectionnés au point que l'emploi éventuel de l'arme nucléaire aboutirait à un véritable auto-génocide de la planète. D'autre part que ce n'est plus le seul capitalisme qui « porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage ». Mais autant que lui, plus que lui-même, ce « socialisme de l'Empire des Incas » — pour reprendre l'expression prophétique de Plekhanov — qui, du « rideau de fer » coupant en deux l'Europe jusqu'aux rivages sibériens du Pacifique, emprisonne dans ses goulags près du dixième de l'humanité.

Dans un Moyen-Orient déjà ébranlé depuis le début du siècle par le réveil islamique, puis par l'antagonisme judéo-arabe, les événements iraniens de 1978-1979 ont fait brutalement réapparaître l'éventualité d'une troisième conflagration mondiale. L'iman Khomeiny, en l'occurrence, s'est révélé un redoutable apprenti sorcier et son fanatisme a quasiment réduit à néant la petite étincelle d'espérance qu'avait provoquée, en novembre 1977, la visite de Sadate à Jérusalem.

Tous les intégrismes, en effet, se sont mis à flamber au sein du monde islamique, de la République arabe sahraouie à l'Afghanistan. Suscitant, par réaction, au sein d'un Israël mortellement inquiet, le contre-intégrisme du Goush Emounim qui risque, présentement, de provoquer en Cisjordanie, une insurrection.

La prise d'otages effectuée en novembre dernier à l'ambassade américaine de Téhéran a constitué un redoutable détonateur. Elle a incité l'U.R.S.S. à agresser l'Afghanistan. Elle vient de pousser le président Carter — tous les moyens pacifiques ayant été mis en œuvre et s'étant heurtés au mur d'un incompréhensible refus — à tenter l'opération aéroportée de

la nuit du 24 au 25 avril dernier. Quoique minutieusement préparée, elle a échoué. Dans un émouvant message aux Américains, Carter a assumé la totale responsabilité de l'action entreprise et de son échec. Et on a alors assisté à ce spectacle, impensable en France, d'un pays se serrant autour de son Président victime de la fatalité et d'une classe politique, s'abstenant de la moindre critique à l'égard de l'échec encouru.

Que l'avenir nous réserve-t-il ? Le secrétaire d'Etat Cyrus Vance, qui avait désapprouvé le projet du raid, a démissionné, comme l'avait fait son prédécesseur Bryan, en mai 1915, au lendemain du torpillage du *Lusitania* pour protester contre le risque de guerre que représentait à ses yeux, la rude mise en garde du président Wilson au gouvernement allemand. On a présenté le successeur de Vance, le sénateur Muskie comme une « colombe », en lui faisant, entre autres griefs, celui de s'être opposé en 1968 aux bombardements du Nord-Vietnam et d'avoir, dès 1972, préconisé le retrait d'Indochine des troupes américaines.

Ce n'est pas sérieux : ces deux propositions de Muskie étaient celles du bon sens. La plus lourde erreur des Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale a été son acharnement à combattre un peuple dont l'adhésion au communisme n'était qu'un aspect mineur de sa lutte pour l'indépendance nationale. Cette erreur, largement exploitée par les dirigeants de l'U.R.S.S., ne pouvait que ternir l'« image de marque » des Etats-Unis dans le monde. Elle tendait à les représenter comme l'éternelle Amérique du « gros bâton » et de la « realpolitik », en faisant oublier ce qu'on aurait pensé être sa vocation.

La nomination de Muskie au poste de secrétaire d'Etat m'apparaît donc comme un élément positif. Carter et lui, bien entendu, ne sauraient empêcher la guerre, si vraiment l'action conjuguée de tous les boute-feu la rend inévitable. Mais on est en droit d'espérer que toutes les voies du maintien de la paix — d'une paix dans l'honneur s'entend — auront été préalablement explorées. Un peu comme si, en France, Caillaux et Jaurès avaient été au pouvoir, à l'été 1914, au lieu de Viviani et surtout de Poincaré dont les protestations de bonne foi n'ont jamais fait illusion à aucun d'entre nous.

*

Au moment où j'achève cette chronique, me parvient l'annonce de la mort de Tito. Je sais toutes les réserves qu'il convient de faire tant sur le personnage que sur sa politique, dont je souhaite que des camarades tentent de dresser le bilan.

Aujourd'hui, je veux seulement saluer celui qui, à diverses étapes de sa vie, a su dire *NON*. Non à l'occupant allemand et à ses séides, les Oustachis d'Ante Pavelitch. Non en 1948 à Staline qui voulait vassaliser la Yougoslavie comme il avait vassalisé les autres pays de l'Europe de l'Est. Non en 1961 aux deux Super-Grands, en fondant avec Nehru et Nasser, le mouvement des non-alignés. Non encore en septembre dernier à Fidel Castro, au sommet de La Havane, en refusant de faire du bloc soviétique « l'allié naturel » des non-alignés. Et c'est pourquoi, aujourd'hui — pour reprendre une fois de plus notre vieil Hugo — « la voix d'un peuple entier le berce en son tombeau ».

SANTEUIL.

LES GRÈVES DANS LA LOIRE :

LE CONFLIT MAVILOR

C'est un conflit en bien des points exemplaire et nous allons essayer de dégager, aussi objectivement que possible, les grandes lignes d'une « affaire » intéressante parce qu'elle est justement exemplaire. Il convient en premier lieu de *situer* MAVILOR économiquement et géographiquement : les usines se trouvent dans la moyenne Vallée du Gier, entre LYON et SAINT-ETIENNE, région qui fut un des berceaux de l'industrie française, qui eut ses heures de gloire et de prospérité, mais qui, pour de multiples raisons, est aujourd'hui très durement touchée par le chômage. Plusieurs, parmi les usines importantes, sont fermées, ou en voie de restructuration, ont été absorbées par des groupes puissants, sont en liquidation à cause de la crise, meurent pour n'avoir pas su s'adapter, ou pour avoir, comme responsables, des hommes moins motivés ou moins capables que leurs pères... Tous les travailleurs de la Vallée du Gier connaissent une réelle angoisse et doutent de l'avenir de leur entreprise parce qu'ils ont sous les yeux les situations tragiques et souvent absurdes de J.B. BARTIN - B.S.N. - MARREL - RICHIER - GIRAUDET - S.F.R., etc. L'atmosphère est véritablement lourde ; la classe ouvrière, en plusieurs des grands conflits qu'elle a eu à conduire, a été vaincue, victime de fausses promesses, et les pouvoirs publics eux-mêmes sont parfois étonnés par le comportement des groupes industriels tout puissants, servis par un pouvoir qu'ils contrôlent.

Il est à noter aussi que la Vallée du Gier a connu depuis 1976 un changement politique profond. La droite traditionnelle a été battue. Deux conseillers généraux socialistes, un conseiller général communiste remplacent les anciens majoritaires ; les mairies de SAINT-CHAMOND, LORETTE, SAINT-PAUL-en-JAREZ sont conduites par une majorité socialiste. La ville de RIVE-de-GIER est conduite par une majorité communiste. Celle de GRAND-CROIX entre LORETTE et St-CHAMOND est encore administrée par le député centriste André Chazalon.

Voyons maintenant MAVILOR

MA-VI-LOR, manufacture vilbrequins Lorette, est née en 1936 et se situait entièrement sur le territoire de Lorette. Les actions de la société étaient détenues par les aciéries de la Marine. En 1965 MAVILOR construit à l'HORME, près de SAINT-CHAMOND, une usine moderne, mais garde à LORETTE, la forge. Celle-ci occupe à ce moment plus de 300 personnes. En 1970, Marine Firminy prend le contrôle de MAVILOR. En 1975, Marine de Wendel, elle-même sous contrôle de la C.L.I.F. (Cie Lorraine industrielle et financière) prend le contrôle de la Marine Firminy et de Mavilor. Enfin en 1977 il y a dissolution du groupe qui se scinde en deux : Marine de Wendel (qui regroupe les activités sidérurgiques dites non rentables) et la C.G.I.P. (Cie Générale d'industrie et participation) qui englobe MAVILOR et regroupe la mécanique, le nucléaire, secteur rentable à moyen ou long terme. C'est donc aujourd'hui la C.G.I.P. qui contrôle MAVILOR à 95 %.

Les travailleurs de MAVILOR ont suivi avec inquié-

tude ces transformations de leur entreprise. D'autant plus que MAVILOR l'HORME, pour s'équiper, se moderniser, s'adapter, a fait de gros efforts d'investissement. Or, la C.G.I.P. n'aide pas financièrement MAVILOR. L'entreprise a dû emprunter et une part importante des bénéfices réalisés est utilisée chaque année à rembourser des annuités d'emprunt extrêmement lourdes.

MAVILOR qui a investi à l'usine de l'Horme n'a, par contre, rien fait à la forge de Lorette. Celle-ci est bien loin de répondre aux nécessités d'une concurrence qui se développe, et MAVILOR ne peut envisager la dépense nécessaire pour un investissement trop tardif. C'est pourquoi, en 1975, MAVILOR passe un accord avec Gerlach-Werk, entreprise sarroise, liée à Krupp, et possédant une maxi-press. Par cet accord, Gerlach s'engage à fournir les pièces brutes à l'usinage de MAVILOR. L'entreprise s'assure ainsi du travail pour l'Horme mais par contre MAVILOR s'engage à ne plus investir en forge et à fermer Lorette en décembre 1980. Le tonnage produit en forge baisse régulièrement de 900 tonnes/mois en 74, à 350 tonnes/mois en 78. Depuis, le tonnage augmente à nouveau. Il est vrai qu'une recherche a été faite et que la forge traite d'autres séries de vilebrequins. Il est vrai aussi qu'on a changé les responsables forge. Il est vrai enfin que les accords avec Gerlach sont reconsidérés, et que MAVILOR profite de rivalités entre firmes allemandes, mais l'incertitude règne cependant et la forge a vu une grande partie de son personnel muté à l'Horme ou mis à la retraite. Il n'y a pas eu licenciements à proprement parler mais il y a eu pertes d'emplois pour la localité et pertes sensibles, l'effectif passant de 290 à 160.

Les PDG de MAVILOR, M. Berthier, a consacré sa vie à l'entreprise, c'est vrai. Il voudrait assurer l'avenir de son œuvre et a, ces dernières années, fait de gros efforts pour trouver du travail. Le marché français et Berliet n'assurant plus la production normale de l'usine, le PDG se tourne vers l'étranger. Mais celui-ci (Angleterre - Etats-Unis) est exigeant. Il faut livrer à la date prévue sous peine d'annulation. Il faut aussi, pour assurer les commandes, la qualité, le rendement, modifier les conditions de travail, et surtout équiper à nouveau l'usine de l'Horme, ce qui contribue à la dégradation financière d'une entreprise déjà fragile.

Or MAVILOR a des commandes. MAVILOR est la seule usine de ce type en France. MAVILOR possède une technologie très poussée — MAVILOR est, dans la vallée, une des rares usines, semblant pouvoir tenir et franchir victorieusement la période difficile. Elle possède un personnel hautement qualifié, mais elle est fragile. Sa vie tient au seul rendement de ses travailleurs qui assurera le remboursement des prêts et sortira, à l'heure, et avec la qualité requise, les commandes dont on n'est jamais certain qu'elles seront suivies d'autres commandes. MAVILOR est tributaire de Gerlach et de Maviforge société à 50 % américaine. MAVILOR manque d'appuis financiers. Le personnel sent que quelque chose se trame et son

inquiétude augmente. Cette inquiétude permet le déclenchement du conflit préparé par une forte cellule communiste de 70 membres, paraît-il, et par les erreurs répétées d'une partie de la direction, erreurs que certains assimilent à des provocations délibérées, mais qui peuvent aussi ne traduire qu'une totale incompréhension.

Déjà en mars 79 MAVILOR avait connu 15 jours de grève et de lutte avec blocage de l'usine. Pour la première fois on avait vu à cette occasion les non-grévistes (50 % environ du personnel) s'organiser, faire des démarches auprès des pouvoirs publics, manifester dans la rue et même venir devant l'usine pour essayer l'affrontement avec les piquets de grève. A deux reprises les heurts avaient été évités de justesse. La Commission de conciliation avait mis fin au conflit et la direction avait dû céder. Mais la reprise du travail n'a rien réglé pour l'important. L'atmosphère est lourde depuis mars. Une partie de la Direction a une revanche à prendre ; ex-grévistes et ex-non-grévistes sont face à face aux ateliers. Un syndicat F.O. se crée dans l'usine. La direction veut modifier les conditions de travail. Des « mouchards » sont installés sur certaines machines. Un premier conflit s'engage à propos des libertés syndicales, des dossiers individuels constitués par la direction sur les délégués et quelques travailleurs, à propos des heures d'information, etc. Le 27 septembre 1979, une commission exécutive a lieu. Le PDG fait état de la situation de l'entreprise, insiste à la fois sur les difficultés et les espérances puisqu'il a des commandes. Mais, estime-t-il, ces commandes doivent être usinées dans le temps prévu et il propose un « consensus de 6 mois ». Il demande que pendant ce temps, aucune action ne se déclenche à l'usine car toute action qui ne permettrait pas de tenir les engagements pris avec les commanditaires conduirait à l'annulation des commandes et donc à la mise au chômage de 400 travailleurs. Les délégués voient ici un chantage. La proposition du PDG est diversement interprétée. Dans le compte rendu de la Commission exécutive elle est mal rédigée et prête à confusion. D'autre part le PDG demande une prise de position immédiate. Le 28 septembre le personnel, réuni en Assemblée générale, mandate les sections CGT et CFDT pour refuser le consensus proposé. Le 22 novembre, le cahier de revendications est déposé. Les négociations échouent. La CGT et la CFDT, ayant réuni les travailleurs pour rendre compte, la direction menace de sanctions. Les travailleurs vont désormais chaque jour organiser des mouvements de grèves tournantes, momentanées, perlées pour obtenir satisfaction au sujet de leurs revendications :

- 150 F d'augmentation mensuelle,
- retour aux 40 heures,
- suppression des dossiers individuels,
- suppression des atteintes aux libertés syndicales,
- assurance écrite du maintien des effectifs.

La direction utilise alors l'huissier pour noter tout arrêt de travail ou toute action conduite à l'intérieur de l'usine. Elle engage quatre procédures de licenciements avec mise à pied immédiate. A ces quatre procédures s'ajoutent bientôt six autres, puis 27 derniers avertissements avant licenciement, puis 51 citations individuelles au tribunal, pour dommage et intérêts (300 millions de centimes en acompte) pour « entrave à la liberté du travail ». A partir du 8 décembre, l'usine de l'Horme est occupée et la grève est

déclenchée (la forge à Lorette continue à travailler ainsi que l'atelier machines outils à l'Horme, qui lui est indépendant).

La grève à son plus haut

Dans la nuit du 13 au 14 décembre les forces de l'ordre interviennent et au matin font évacuer l'usine sans heurts notables. Le 14 au matin la population de la vallée est alertée par les voitures radio des syndicats. Les travailleurs de MAVILOR et des Usines de Rive-de-Gier, Saint-Chamond, l'Horme se rassemblent devant l'usine évacuée. A la porte, des gardiens de la paix nombreux mais non armés. Les CRS nombreux aussi sont un peu plus haut. Le conseiller général du canton, socialiste maire de Lorette, et son collègue le maire de l'Horme sont devant l'usine à 9 h du matin et demandent à parler à la direction. Le PDG est absent mais les deux élus rencontrent l'un des directeurs et le chef du personnel. La discussion dure deux heures sans résultats positifs. La direction ne veut rien lâcher. Aux grilles, la pression augmente et l'on peut craindre le pire. Les CRS font mouvement pour dégager l'entrée. Les délégués syndicaux calment les travailleurs, causent avec les forces de l'ordre et compte tenu de la discussion qui a lieu à l'intérieur de l'usine entre élus et direction arrivent à éviter l'affrontement. A leur sortie les deux maires rendent compte aux délégués. Le maire communiste de Rive-de-Gier est à la porte et propose une manifestation de tous les conseillers municipaux de la Vallée devant la Préfecture. C'est la proposition qui ne coûte rien, parfaitement politicienne et inefficace. Il sait bien, lui conseiller général également, que le préfet ne recevra pas de délégation dans ces conditions. Il sait aussi que les conseils municipaux de Grand-Croix et l'Horme n'accepteront pas. Il s'agit pour lui d'utiliser déjà le conflit. Le maire socialiste de Lorette refuse et propose une demande d'entrevue au Préfet des maires concernés par le conflit. L'entrevue a lieu le lundi 17 décembre en présence du député. Les forces de l'ordre ont été retirées le matin même. La délégation s'élève contre l'emploi des CRS et manifeste son inquiétude. La vallée du Gier est un volcan prêt à entrer en action. L'outil MAVILOR est d'autre part menacé. Il faut au plus vite arrêter le conflit, éviter les provocations.

Les travailleurs ont réoccupé l'usine dès le 17 au matin ; ils demandent des négociations. La direction veut maintenir les licenciements. Or pour les travailleurs les licenciements ne sont pas négociables et ils posent comme conditions à toute reprise des discussions la levée des sanctions pour tous. La direction refuse, comme elle refuse la médiation de l'Inspection du travail qui a refusé les licenciements ; elle déclare vouloir porter l'affaire beaucoup plus haut, l'Inspection départementale du travail étant pour elle trop favorable aux travailleurs.

Les sections P.S. de la Vallée du Gier demandent aux sections du P.C. une réunion commune pour une action en commun. Le P.C. refuse et se livre à de violentes attaques contre le P.S. Les élus communistes font une manifestation devant la Préfecture et ne sont pas reçus. Les non-grévistes s'organisent, défilent, se réunissent, occupent même symboliquement la maririe de Lorette (occupation contestable sans portée et conduite dans l'équivoque et la lâcheté).

Le 1^{er} janvier, le maire communiste de Rive-de-Gier invite tous les maires de la Vallée pour le 2 jan-

vier, à l'Horme. Voici le passage essentiel de sa lettre :

« Dans ce but je vous invite à une réunion qui se déroulera le mercredi 2 janvier 1980 à 18 h 30 salle des Sociétés en mairie de l'Horme. Cette invitation s'adresse à tous les maires de la Vallée du Gier, ainsi qu'aux organisations syndicales, engagées dans le conflit au niveau des unions départementales, locales et des sections syndicales de MAVILOR, qui seront là à titre d'observateurs, et éventuellement pour répondre aux questions qu'il vous semblerait utile de poser en cette circonstance. »

Ainsi le P.C.F. qui a fait pression depuis le début de la crise, contrôle désormais la grève. La C.F.D.T. est débordée malgré les avertissements de quelques-uns de ses militants. Les maires sentent qu'on leur tend un piège et que le conflit est exploité. Les trois maires socialistes décident de ne pas répondre à l'appel du maire de Rive-de-Gier. Leurs collègues, sauf un, s'associent à leur refus et signent le texte ci-dessous :

« Convoqués par M. Géry, maire de Rive-de-Gier, à une réunion qui devait se tenir ce mercredi 2 janvier à 18 heures à l'Horme et relative au conflit MAVILOR, les maires de la Vallée du Gier soussignés,

- estimant que le conflit concerne les maires des communes où se situent les entreprises de la Société MAVILOR (L'Horme et Lorette),
- estimant d'autre part que cette initiative relève d'une démarche politicienne,
- estimant enfin que le conflit doit demeurer par priorité au niveau des partenaires engagés dans le conflit ont décidé de ne pas répondre à l'appel de M. Géry.

Par contre les maires soussignés se déclarent prêts à recevoir des partenaires de l'entreprise toutes informations ou suggestions pouvant leur permettre de contribuer à la recherche d'une solution au conflit. »

Le 2 janvier, le maire de Rive-de-Gier se retrouve seul. C'est pour lui un échec et pour toute la vallée un choc. Certes la rencontre du député centriste et des maires socialistes va être dénoncée ; certes la presse P.C. se déchaîne. Certes certains travailleurs sont surpris et même condamnent ; mais l'acte, même s'il devait être incompris était nécessaire. Il porte ses fruits. Les élus du PS se manifestent et précisent leur position dans un communiqué à part. Le maire socialiste de Lorette, ancien militant syndicaliste de la F.E.N., rencontre des militants de la C.F.D.T. et précise sa position, indiquent que les maires répondront à tout appel lancé par les organisations syndicales. Celles-ci ont réalisé après coup l'erreur du maire de Rive-de-Gier. Il est allé trop loin et trop fort. La fédération du P.C.F., elle-même, le condamne en sourdine. Les syndicats en lutte convoquent les cinq maires de la vallée puis tous les maires des deux vallées (Gier et Ondaine) pour le 7 janvier. Ils exposent la situation de l'usine et l'exposé est remarquable de précision, de maturité. Tous les maires sont là, y compris les maires communistes de la Vallée de l'Ondaine et Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Etienne. Il est net et il tient à rétablir la situation ; vieux militant syndicaliste, et malgré son appartenance au P.C., il connaît bien les problèmes et sait sentir au bon moment les opportunités ou inopportunités.

Le maire de Rive-de-Gier est désavoué en douceur : « A aucun moment un homme politique ne doit remplacer les organisations syndicales dans un conflit. Le mouvement syndical est majeur ». Mieux, Sanguedolce utilise son titre de maire de Saint-Etienne pour obtenir immédiatement, du Préfet une entrevue avec les syndicats de MAVILOR. Mais à la surprise de tous, il refuse de faire partie de la délégation et de la conduire : « Les organisations syndicales sont assez grandes pour aller seules trouver le Préfet et n'ont pas besoin d'être accompagnées d'hommes politiques ». Le conflit a retrouvé sa nature. Les organisations syndicales grâce aux maires de la Vallée et au coup d'éclat du 2 janvier reprennent le contrôle du conflit. Depuis quelques jours, elles sont d'ailleurs en possession de documents trouvés à l'usine occupée ; ces documents sont significatifs. Ils modifient eux aussi, la nature du conflit. Il ne s'agit plus d'un combat pour des salaires ou de mineures revendications. Il s'agit bien d'un combat pour la survie de l'usine et la défense de l'outil de travail. X

La faiblesse de MAVILOR est une fois de plus mise en évidence par ces documents et l'on sait désormais ce que l'on soupçonnait. La C.G.I.P. a vendu la chaîne Z de l'usine et risque de faire de MAVILOR une simple usine de sous-traitance.

Graves affrontements

Entre le 3 et le 7 janvier de graves événements se sont également produits. La direction a organisé un vote (boycotté par les syndicats) les 3 et 4 janvier. Inscrits 987 - Votants 636 - OUI 596 - NON 20 - NULS 20. Ce vote est contesté. La direction annonce la reprise du travail pour le lundi 7. Le samedi 5 une entrevue a lieu sans résultat entre un membre de la direction, le député, le conseiller général et le maire de l'Horme. La direction refuse toute transaction et maintient, entre autre, les licenciements. Elle ne semble pas comprendre l'ampleur du conflit et la situation de la Vallée. Elle comprend encore moins le lendemain 6. Pour préparer la rentrée, la direction et cadres entrent à l'usine à bord de voitures personnelles. Pas de heurt. Le piquet de grève, un dimanche à midi, est réduit. Nul ne s'attend à ce qui se passe. Mais en quelques instants la Vallée est alertée, les travailleurs arrivent en masse devant l'usine. S'y trouvent aussi les responsables de la Fédération du P.C. de la Loire, des Unions départementales des Syndicats, le conseiller général, maire de Lorette. Une bagarre a lieu à l'intérieur des locaux. Il y a un blessé ; ambulance, commissaire de police, sirènes, le ton monte dangereusement. Les responsables syndicaux obtiennent de la Direction l'évacuation de l'usine. On est au bord de la catastrophe. Avec un sang froid et une maturité remarquables qui seront soulignés le lendemain par le directeur de MAVILOR, les responsables syndicaux essaient de contenir la foule. Les voitures sortent avec, malgré tous leurs efforts, des vitres brisées et des pierres dans les carrosseries. Mais c'est un minimum. On a frôlé l'irréparable, le geste de la direction était suicidaire. Il sera condamné dans tous les milieux. Il est, ou une provocation comme le clame le P.C., ou une erreur psychologique comme je le crois. On reste confondu, mais ce n'est pas le premier exemple qui nous est offert, devant le manque de psychologie des

techniciens. Ils sont à même de construire des merveilles de précision. Ils sont à même de jongler avec toutes les difficultés de la gestion. Ils ne sont pas fichus de saisir l'âme d'un travailleur et ne comprennent rien à ses réactions. Alors qu'ils sont, dans leurs projets techniques, soucieux de tenir compte d'infimes détails et d'infimes précisions ; ils n'ont aucune nuance dans les jugements et observations concernant le personnel qu'ils emploient.

Au lendemain de ce « coup de force » de la Direction, les communiqués fleurissent dans la presse. On s'attend à une réplique ouvrière d'envergure. Mais le P.C.F. refuse toute action « commune ». Par contre il organise à Grand-Croix une manifestation le 7 à 17 heures devant la mairie. Cette manifestation rassemble péniblement cinq ou six cents personnes venues de toute la région à l'appel du P.C.

Le 10 janvier, à l'appel des syndicats une manifestation, commune cette fois, rassemble à l'Horme 5.000 personnes. Les négociations sont reprises puis rompues. On a appris que MAVILOR passait sous le contrôle des forges d'Allevard. La situation est extrêmement tendue. Les familles commencent sérieusement à souffrir. Le 17, la direction demande à négocier. Cette fois on va discuter sans interruption et les entretiens sont conduits par d'autres que la direction habituelle de MAVILOR. Le 18 les grévistes acceptent les termes de l'accord. La grève a duré huit semaines.

L'accord, signé par la C.G.T., la C.F.D.T., la C.G.C., stipule, en ce qui concerne les salaires : *1 % par mois avec régularisation au troisième mois du trimestre d'après la dernière variation connue de l'indice I.N.S.E.E.* Une augmentation mensuelle de 50 F (!) est accordée à toute personne dont la rémunération brute mensuelle est inférieure à 4.500 F.

Pour la réduction du temps de travail, rien n'est accordé immédiatement. Le texte stipule : « *Il n'y a pas de réduction compensée du temps de travail en 1980.* L'objectif général est pour la direction le retour à la semaine de 40 heures, c'est-à-dire le retour à l'application de la loi. Des heures supplémentaires pourront être exécutées volontairement sans que « leur refus » n'ait d'incidence sur les promotions ».

« *Au cours de la négociation, la direction et les organisations syndicales ont condamné la violence, les actions illégales et les entraves à la liberté du travail. Les deux parties, misant sur la confiance dans les hommes, lancent un appel à la tolérance réciproque. Elles ont, par le présent accord, pris des initiatives visant à l'instauration de nouveaux rapports sociaux* » (1).

L'ouvrier d'aujourd'hui

Le conflit MAVILOR est bien exemplaire et il révèle bien des choses. D'abord, quant aux raisons même du conflit. Bien plus que les revendications elles-mêmes, c'est l'inquiétude des travailleurs qui est à la base « de l'affaire ». Notre vallée connaît un malaise malsain. Le comportement des grandes firmes industrielles justifie toute inquiétude et n'ayant plus grand chose à perdre, les travailleurs n'ont plus qu'à se mettre en grève. Mais ce conflit est un exemple de ce que peut faire le PC. Il a une

habileté consommée à profiter des circonstances, à exploiter les situations, à simplifier à l'excès les choses, à utiliser le langage démagogique qui convient, à organiser les manifestations spectaculaires, même, et surtout, si elles sont incapables d'apporter des solutions concrètes. Ce conflit a aussi été exemplaire en ce qu'il a mis en évidence l'intérêt que portaient les partis de gauche aux situations et leur souci d'être présents, de se manifester. Il est certain que l'indépendance syndicale est de plus en plus menacée, de plus en plus difficile et réclame des militants plus avertis, mieux armés encore que par le passé. MAVILOR a été aussi un exemple dans la lutte P.C.-P.S. Le P.C. a menti sur toute la ligne et son journal « Regards sur la Loire » consacré au conflit est un chef-d'œuvre d'omissions, de présentations mensongères, d'attaques perfides, d'insinuations intolérables. Exemple aussi ce conflit quant au comportement d'une direction totalement égarée, prête à sacrifier l'outil plutôt que de lâcher, poussée à bout, mal conseillée et on l'a vu suicidaire.

L'ouvrier de 1980 n'est plus celui d'hier et le conseiller général du secteur pouvait, à l'ouverture de la session du conseil général, élever le conflit au niveau qui doit être le sien. L'ouvrier d'aujourd'hui veut savoir et comprendre. Il veut participer à l'élaboration de l'avenir de son entreprise. Car il a conscience de plus en plus que l'outil de travail est son outil avant d'être la propriété d'actionnaires inconnus et de banquiers internationaux. Il accepte de vendre son travail, mais il veut participer à l'organisation de ce travail. Peut-on, au nom de la liberté chère à notre système capitaliste, laisser à quelques conseils d'administrations disposer de la vie et de la mort d'une entreprise ? Peut-on, hors des intéressés, et pour satisfaire à quelques intérêts et à une certaine conception de la rentabilité décider de la vie et de la mort d'une commune, d'une région ? Les pouvoirs publics doivent-ils demeurer impuissants et se contenter de faire respecter des lois dépassées dont l'application peut être source de violences, d'explosions et de situations catastrophiques ? Le travailleur n'est pas un passéiste par principe, ni un immobiliste par goût. Il sait qu'il est des transformations nécessaires et il souffre aujourd'hui parce que des transformations n'ont pas été faites à temps dans notre vallée, transformations qui auraient pu nous mettre aujourd'hui en état de supporter les concurrences, transformations qu'on n'a pas envisagées alors pour sauvegarder justement le profit ou par manque d'imagination. Mais ce travailleur veut savoir le pourquoi et les conséquences des transformations envisagées et il demande à ne pas être seule victime des opérations prévues. Il sent que ces transformations ne peuvent avoir de sens que dans le cadre d'une politique réfléchie, planifiée, conduite dans l'intérêt du plus grand nombre. Le travailleur est devenu majeur. Il veut étudier les problèmes, il veut savoir, il veut faire des propositions. Le problème MAVILOR n'est pas seulement le problème MAVILOR, c'est toute une vallée qui s'interroge avec quelques raisons. Et rien ne serait plus grave que de croire réglé le problème avec la reprise du travail à MAVILOR. Rien ne serait plus grave que de pousser au désespoir une population qui n'aurait plus rien à perdre. Et l'inquiétude subsiste à MAVILOR comme dans la vallée.

(1) Nous possédons le texte complet de l'accord.

PARMI NOS LETTRES

Salut et courage !

de Julien LECOCQ (93) :

« En désaccord sur certains points, je n'avais pas renouvelé mon abonnement il y a deux ans. Mais j'ai continué à recevoir la revue... »

Lecteur depuis 1932, puis abonné (1935-36) je sais que la R.P. n'est pas riche et je ne voudrais pas avoir reçu une vingtaine de numéros sans apporter ma contribution aux finances ; ci-joint un mandat de 200 F. Salut et courage !

Contre vents et marées

de FOURGEAUD (83) :

« Réabonnement et soutien à la R.P. en cette année 80 où les dangers qui s'étaient éloignés de l'Occident s'en rapprochent à présent... Continuez votre travail contre vents et marées. Très bon article dans le numéro de janvier : « Désordre, fanatisme, guerre ».

Lettre aux « Nouvelles Littéraires »

de PELLET (Marseille) :

J'ai pris connaissance, dans le n° 2731 du 3 au 10 avril, des « Nouvelles Littéraires », de la lettre de M. Emile Joffré, chauffeur routier, qui se désole parce qu'on ne laisse pas écrire les ouvriers... Je vous prie de bien vouloir lui communiquer l'adresse de « La Révolution Proletarienne » revue syndicaliste révolutionnaire, fondée en 1925 par Pierre Monatte. C'est à mon sens la meilleure des revues syndicalistes du mouvement ouvrier international. 21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS. Tél. 607-02-06 (revue mensuelle). A la même adresse se trouvent : Les Editions Syndicalistes, qui publient des livres ouvriers écrit par et pour les ouvriers ! ainsi que des ouvrages d'information, de documentation et de culture politique et philosophique. (Un ouvrier peut les lire et en tirer profit !).

La R.P. subirait-elle des « infiltrations » ?

de MONTEILLET (Clermont-Ferrand) :

J'ai hésité longtemps, très longtemps avant d'écrire. Ayant quitté le marché du travail depuis 15 ans passés, j'essaye pourtant par la lecture d'abord, par des contacts ensuite de me tenir au courant de la chose syndicale malgré le dégoût que parfois j'en éprouve. Je ne fais pas partie des optimistes.

Je ne juge pas l'équipe actuelle de la R.P. moins prestigieuse que celle d'antan, elle est simplement de son époque. Le mouvement syndical et avec lui l'analyse des hommes ont beaucoup changé. Le passé ne serait-il plus garant de l'avenir ?

Si je reste abonné à la R.P. c'est en souvenir de Monatte que j'avais connu par l'intermédiaire de Delsol. D'une génération après celle de Monatte, quand nous discutons sur la dégénérescence du mouvement syndical, je la situais après 1936, lui après 1919. Je n'avais pas syndicalement vécu cette époque. Monatte qui avait vécu les deux avait raison.

A mon avis, le mouvement syndical n'a pas l'air de prendre la route qui mène la classe ouvrière à la

victoire. Les causes en sont multiples : sa faiblesse numérique, sa division, la politisation, la bureaucratization. Dans les services publics ou chez les fonctionnaires, les syndiqués ne cherchent pas à supprimer la condition dans laquelle ils vivent mais au contraire de s'y élever. Un camarade me disait un jour qu'il y avait beaucoup plus de gens intéressés que de gens intéressants. C'est malheureusement vrai. D'autres nombreuses causes dévoyent le mouvement syndical : des mouvements de grève incohérents, tournants, sans perspectives donc sans lendemain. L'adversaire étant souvent non plus le patronat ou l'administration mais l'organisation syndicale concurrente. Rosa LUXEMBOURG avait pourtant dit que la liberté des autres c'était d'abord celle de ne pas penser comme soi.

Avant que le citoyen Maire n'ait eu des emmerdes avec le P.C., le syndicat C.F.D.T. de l'E.G.F. de Clermont-Ferrand n'a-t-il pas traité son homologue F.O., dont je suis localement le représentant retraité, d'anti-communiste primaire et viscéral. Parlons un peu de cette organisation, la C.G.T. : on sait qui c'est et qui la pilote. On ne peut pas se faire une opinion sur le comportement de la C.F.D.T. Ses militants font des équivoques pour ne pas dire plus. Ils s'infiltrèrent partout et vraisemblablement la R.P. n'y échappe pas. Contre le nucléaire, ils sont majoritaires dans ces centrales. Comprenne qui pourra. A moins qu'un jour ils veuillent pratiquer un certain défaitisme révolutionnaire ?

Dans le n° de janvier de la R.P., en analysant le résultat des élections prudhomales, on a l'air de regretter que le C.C.N. de F.O. ait rejeté l'offre de rencontre au sommet avec la C.F.D.T. C'est bien ainsi. Au dernier C.N.F. de la C.F.D.T., la motion adoptée qui juge sévèrement l'attitude du P.C. et s'inquiète de l'attitude de la C.G.T., a obtenu 1.407 voix pour, 2 contre et 139 abstentions dont celle des représentants E.G.F. qui viennent de signer un accord interfédéral avec la C.G.T. nous accusant d'être des réfractaires à l'action nationale et nous accommodant à l'austérité.

« Dans la réponse à Théo-Lippé (R.P. de février-80), Santeuil n'y va pas avec le dos de la cuillère. Considérant que par son idéal autogestionnaire et sa volonté d'indépendance à l'égard des partis — sauf d'un P.S. sauce Rocard — la C.F.D.T. représente aujourd'hui en France l'organisation, malgré l'absence de référence à la Charte d'Amiens, qui se rapproche le plus de l'idéal C.G.T. du début du siècle. Je pense que Santeuil galège. Sinon la R.P. n'a plus sa raison d'être. Se référant au Mouvement des 22 et au P.U.M. S.U.D., je trouve Santeuil bien optimiste, ou alors c'est un croyant implicite quand il parle de la constitution d'une Centrale syndicale qui regrouperait F.O., F.E.N., C.F.D.T., et des éléments de la C.G.T. Les cléricaux « socialistes » demeurent pour le pluralisme syndical. Quant aux socialistes ou socialistes de la C.G.T. ils sont de deux types : les fromagistes (permanents) et les masochistes. Ces derniers ne veulent pas se battre, ils préféreront avaler des couleuvres ou désertir. Je ne pense pas que dans la conjoncture actuelle, il faille croire à quelque tentative que ce soit d'un regroupement. A l'époque du P.U.M.S.U.D. je n'ai jamais vu dans les réunions des adhérents ou des militants de la C.F.T.C. d'alors.

Trop d'indulgence pour M. A. Macchiochi

de Fanny SCHAPIRA (Paris) :

Je comprends que vous souteniez l'Action Internationale contre la Faim, mais je ne comprends pas vos éloges de M. A. Macchiochi.

Cet auteur a écrit « De la Chine », ouvrage que vous qualifiez de remarquable et que je trouve ridicule et même, par endroits, déshonorant (cf. p. 90 : le vieux professeur qui fait son autocritique et a « des rapports humains extrêmement riches » (!) avec celui qui le « rééduque ». Vous n'avez pas d'habitude tant d'indulgence pour les staliniens (et celle-là n'est même pas repentie). Et il semble bien que les goulags chinois du temps de la révolution dite culturelle avaient peu à envier aux goulags russes (cf. Pasqualini, par exemple).

Amicalement quand même.

N.D.L.R. — Le rédacteur occasionnel de l'édition sur l'A.I.C.F. fait de très bonne grâce son mea culpa. S'il y avait bien un ouvrage « admirable » à ne pas citer, c'était bien son ouvrage « De la Chine ». Il correspondait à une phrase aberrante de la vie de cette camarade italienne, phrase dont son adhésion au parti radical italien constitue une sorte de désaveu implicite. Il est évident néanmoins qu'un désaveu explicite du type de celui des Broyelle dans leur « Second retour de Chine », aurait été préférable.

REPLIQUE D'UN « SYNDICALISTE PASSEISTE » AU « REVOLUTIONNAIRE MODERNE »

Vieil et fidèle abonné de la R.P., je ne vous ai jamais écrit. Pas toujours d'accord, mais fidèle à l'essentiel. Laïque, je respecte profondément la pensée et la personne des autres.

Toutefois, je ne pense pas que le Comité de Rédaction puisse accepter tous les articles présentés, et notamment celui de Jean MOREAU, dans « sa chronique CLERICALE » du numéro de février. (Bon Dieu ! Grâce à Dieu !) Libre à lui de penser et d'écrire ce qui lui plaît. PAS LIBRE A VOUS... dans la mesure où les idées exprimées ne s'inscrivent pas, — que je sache, — dans « les idées, l'idéal même » de ses fondateurs et des rédacteurs d'aujourd'hui. A moins que vous n'ayez voulu susciter des réactions. Alors, les voilà...

Je crois comme SANTEUIL dans les « Propos d'un Franc-Tireur » qu'« il faudrait tout de même que les leçons du passé servent à quelque chose ». C'est un très grand mérite de la R.P. de ne jamais l'oublier.

Je regrette que Jean MOREAU veuille tout ignorer du passé ancien et du passé récent en ce qui concerne la toute-puissance de l'église catholique sur le pouvoir politique. Je n'accepte pas sa phrase : « N'observez plus le présent avec le regard du passé ». A moins qu'il ne considère que l'action catholique présente se suffit à elle-même, sans qu'on ait besoin de se référer à l'Inquisition ou au Syllabus. Dans ce cas, il a certainement raison. — Le présent est suffisamment navrant sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter les exactions du passé. Pensez aux lois anti-laïques qui s'accumulent de PETAIN à GISCARD. Pensez

aux crédits de plus en plus importants accordés à l'enseignement privé pour l'aider à affirmer son « caractère propre ».

Je pense aussi que cet article contient des contre-vérités évidentes :

1. — Les gouvernements qui se succèdent, et le Conseil des Ministres actuel ne réservent pas « les fonds publics à l'école publique ». Ils ne sont pas « indignés par les prétentions exprimées par les Secrétaires généraux de l'enseignement catholique ».

2. — Ce ne sont pas les syndicats ouvriers ni les partis politiques de gauche, trop soucieux de leur clientèle électorale aux partisans de la main tendue, qui « détournent le prolétariat de sa tâche historique ».

3. — Il est faux de dire que « la laïcité est reconnue et admise par tous, y compris nos adversaires ».

4. — Il est faux de dire qu'un théologien catholique n'est pas critiqué ni exclu par le pape.

5. — Il est indécent de prêter à Georges MAR-CHAIS les idées et les propos d'Edmond MAIRE.

6. — Il est faux de dire que les journaux quotidiens cherchent à réveiller les « vieux monstres anticléricaux ».

En conclusion, il convient d'affirmer que l'idéal laïque n'est pas « périmé », ni hors du temps ». La LAICITE ne sera jamais une notion dépassée. Il faut au contraire qu'elle progresse sans cesse et soit admise par tout le monde.

Si la majorité des hommes et des nations étaient laïques, les problèmes du monde seraient facilement résolus : — Défense des Droits de l'Homme — Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — Problème de la violence sous toutes ses formes — Problème des réfugiés — Problème de la faim...

La notion de LAICITE sous-tend les notions de LIBERTE, de SOLIDARITE, de FRATERNITE qui ne peuvent exister sans ELLE.

Les « églises » — civiles et religieuses — sont seulement capables de coloniser les esprits, d'asservir les pays voisins, ou même comme KHOMEINY de proclamer « la guerre sainte contre les païens ».

Je déclare que Jean MOREAU — n'est « ni lucide, ni moderne, ni tolérant », — qu'il fait preuve d'un « sectarisme sénile » et d'un FANATISME dangereux.

(Autant de mots que je n'emploie pas d'habitude mais que je me fais un devoir de lui retourner avec autant de sérénité qu'il les emploie lui-même.)

Mais de quelle FOI est-il le « véhément » PROSE-LYTE ?

**

J'assure toute l'équipe de la R.P. de mon amicale sympathie, et j'applaudis à votre fidélité, à votre ténacité et à votre dévouement : « NON, la R.P. NE DOIT PAS MOURIR ! ».

Antonin LAC.

LE SYNDICALISME A L'HOPITAL

Fonctionnaire hospitalier, un fonctionnaire infirmier, nous l'appellerons F.I., doit être un individu honnête, obéissant, économe, respectueux et gardien de la déontologie de sa profession. Un F.I. a des devoirs. D'abord, fermer sa gueule devant ses supérieurs hiérarchiques (mais c'est partout !). Sur-tout s'il est élève-infirmier !

Ce dernier doit ne rien voir, ne rien entendre et ne rien dire. Autrefois, les élèves en psychiatrie étaient payés et n'avaient pas le moindre contrat. Aujourd'hui, grâce à une combativité exceptionnelle, ils ont tout perdu ! Même régime qu'à l'A.P. Ils ne seront plus payés. Avant, une fois diplômés, vous étiez titularisés. C'était le bon temps, maintenant le diplôme n'apporte plus grand-chose. Les administrations titularisent quand elles en ont le temps. Un F.I. n'a pas de treizième mois. Il a une prime équivalente à 80 % d'un salaire. Mais attention, cette prime est variée en fonction de la note que vous a attribuée votre surveillante générale, qui de par son grade ne se trompe jamais. Elle est abaissée (toujours la prime) en fonction de vos arrêts maladie. Car un F.I., ça ne tombe jamais malade. S'il existe dans son pavillon une colonie de pneumocoques, il se doit de rester neutre. S'il est malade, c'est du parti-pris pour l'absentéisme.

Enfin, ce qui fera plaisir à BARROT, le ministre des cors aux pieds, c'est l'économie que l'on fait dans les services. Saviez-vous, Monsieur BARROT, qu'il est courant de laver dix personnes âgées avec un seul gant de toilette ? Ne vieillissez pas, Monsieur le Ministre ! Sinon, vous ne tarderiez pas à connaître au petit matin blême, les files des personnes âgées à poil, attendant une par une dans le couloir le bain miraculeux. Saviez-vous, que faute d'habits, il n'est pas rare d'habiller des hommes avec des robes de femmes ! Aussi, si un beau jour vous devenez sénile (et là je m'adresse à tout le monde), demandez que l'on vous mette une culotte en plastique, ça doit être plus agréable d'un drap ! Apprenez aussi, faute de matériel, à vous mettre un thermomètre déjà utilisé par quelques-uns de vos voisins. Le F.I. fonctionne ainsi six jours d'affilée avec deux repos au bout. Il y a un week-end de libre toutes les cinq semaines. Là on lui donne 3 jours et la semaine d'après 3 jours. Sur l'année il fait quarante heures, mais la peine accomplie sur quarante-huit heures de travail consécutives n'est pas comblée par ces repos compensateurs. Le F.I. est dans une profession qui se fait rare. Il est habituel de travailler à quatre infirmiers pour cinquante malades chroniques. Avant, dans les asiles, on employait les anciens tôleurs, eux seuls acceptaient d'y travailler. On les surnommait les « Garde-Fous ». Les hôpitaux de médecine générale avaient et ont toujours des bonnes-sœurs. Elles sont devenues fonctionnaires. C'est le retour de l'Eglise dans l'Etat. Alors, le F.I. pense à se syndiquer. Il refuse de fonctionner quand il est militant. Si le directeur du l'hôpital est à son syndicat, alors il est un fonctionnaire syndiqué. Généralement, si un directeur est à un syndicat, sa première tâche est de démolir le syndicat auquel il est affilié. Cela lui permet d'être ensuite tranquille.

Où aller ? Il y a la C.G.T. qui organise régulièrement ses journées d'actions. La C.F.D.T. s'y associe presque systématiquement. Bien sûr, elle n'a aucune originalité à l'hôpital. Elle est soit la descendante toute fraîche de la C.F.T.C. ou alors elle est ultra-gauchiste. Elle ne reconnaît rien. Nos statuts sont inscrits dans le LIVRE IX. La C.F.D.T. nie ces statuts, en disant qu'il faut supprimer ce livre. Moi je veux bien, mais ce livre existe, c'est lui qui régit notre travail et il faut bien faire avec. N'ayant aucune position démarquée, la C.F.D.T. traîne la savate derrière la C.G.T. à la Bastoche. Seul, F.O., qui est majoritaire nationalement, refuse ces journées d'actions.

F.O. est pour une grève illimitée avec refus d'être dans les services. Saviez-vous que le F.I. est payé les jours de grèves et doit assurer le service comme à l'habitude ? F.O. est contre le fait d'être payé pendant la grève (ce qui le fait passer pour réac.). A Saint-Anne, F.O. est tenu par des révolutionnaires de Lutte Ouvrière qui eux sont pour être rémunérés les jours de grève. On a les révolutionnaires que l'on mérite ! De plus la non-occupation des services, a pour but, d'obliger le directeur et le préfet à agir. Le préfet sur ordre du Conseil des Ministres ordonne la réquisition des agents. Si dans sa liste de réquisitionnés, le directeur inscrit trop de personnes, vous avez le droit de l'attaquer.

Cette méthode fait remuer du monde et peut avoir l'avantage d'accélérer les négociations. Les moyens d'actions restent néanmoins précaires. Il faut bien assurer les soins des patients.

Un soutien actif de la population serait des plus nécessaires pour l'aboutissement de nos revendications. Ce qu'il est difficile d'obtenir en psy, la population se démarquant de « la folie ». N'est-il pas connu que « le psychiatre est aussi fou que ses malades » et que le « plombier fuit autant que ses robinets » ! A partir d'idées reçues aussi bêtes, il est ardu d'avoir un soutien extérieur. Dans cette parade, il existe des unités syndicales. La C.G.T. arrive sur le plan local à faire un bon travail avec F.O., malgré les divergences. Hélas, cette unité est vite remise en question, lorsque la C.G.T. tente d'amener F.O. sur le terrain politique. Par exemple, une lutte s'était créée au sujet d'un pavillon de « déféctologie » où régnait l'insalubrité. D'action en action, la C.G.T. a fait aboutir sa lutte sur la venue d'un député P.C. de l'Essonne accompagné par des journaliers de la « Marseillaise » journal P.C. L'attitude cégétiste dans les A.G. est aussi significative. Elle est la plus virulente protectrice des acquis des ouvriers, mais lorsqu'il s'agit de défendre ces mêmes ouvriers devant le directeur ou le préfet, la C.G.T. n'a plus de demande, ou plutôt, elle ne fait que réclamer des revendications inimaginables. Ainsi la C.G.T. se maintient un carré de « durs » qui n'obtiennent que des miettes en guise d'amélioration de leurs conditions de travail. Evidemment, que pourra réclamer ensuite la C.G.T. si elle obtient satisfaction ? Contenir la nervosité des agents et ne pas trop leur en offrir. Encore une fois on voit la patte du P.C., qui par tous les moyens prépare la réélection de Giscard en 81. Moscou oblige ! Chaban ne disait-il pas lors de son voyage en U.R.S.S., avec Brejnev, que Marchais était

irremplaçable ! Ça fait drôle de penser que l'Etat soviétique s'intéresse à notre petit hôpital !

Reste F.O. qui refuse les journées de démagogie intense, démobilisatrices et qui semble être la seule à faire du syndicalisme. Son refus de faire du bruit pour du bruit, amène pourtant chez elle, une quantité d'agents poltrons qui sont persuadés que F.O. est du côté du directeur. Généralement ils ne restent pas. Lorsque F.O. lance ce mot d'ordre de grève, ils rapploquent en hurlant à la mort.

Je ne parlerais que très peu de la lutte des médecins. Les médecins ne nous soutiennent que trop rarement. En 68, les médecins en grève se faisaient tutoyer et appeler « camarade ». La grève finie, le droit fil des choses à repris sa place. On les appelle de nouveau « Monsieur ». Leurs intérêts n'étant que d'ordre pécuniaire.

Un conseil, couvrez-vous bien et ne tombez pas malade. Votre cas risquerait de s'aggraver à l'hôpital (et empirerait dans une clinique !). BONNE SANTE, tout de même.

REGAMORF.

SOLIDARITÉ POUR LES « SOUTIERS » DU MÉTRO PARISIEN

Le 30 avril dernier, après 39 JOURS de grève, la C.F.D.T. est parvenue à arracher un protocole d'accord aux entreprises du métro parisien et à la R.A.T.P.

Certes, la victoire des grévistes est loin d'être totale. Mais il ne pouvait être question de continuer indéfiniment un mouvement qui ne rencontrait, dans la population parisienne, et même parmi les organisations syndicales, qu'une sympathie extrêmement mesurée — bien beau encore quand elle ne se heurtait pas à l'expression d'une sorte de racisme primaire.

Rien de comparable au soutien jadis apporté par le Syndicat américain de l'Automobile aux parias mexicains de la Fédération des Travailleurs agricoles de Californie. Soutien permettant à ceux-ci de tenir plus d'un an, face à l'arrogance des grands propriétaires fonciers qui les exploitaient. Il est de bon ton pourtant, parmi les « intégristes » de la Révolution, de considérer avec une infinie pitié le réformisme du mouvement ouvrier américain !

Antenne 2 s'est honorée d'avoir, tardivement certes, mais avec beaucoup de courage, évoqué le sort misérable de ce Quart-Monde qui vit à nos côtés et le rôle de Ponce-Pilates qu'ont joué, tout au long de la grève, les autorités responsables qui, de l'une à l'autre, se renvoyaient constamment la balle.

A ceux qui ne pourraient apporter directement leur aide aux intéressés et voudraient néanmoins leur faire parvenir une aide financière, nous voudrions leur signaler qu'ils peuvent le faire en adressant leur contribution au C.C. postal 16887-22 Y PARIS qui est celui de la F.G.T.E.-C.F.D.T. Il faudra en effet plus de six mois aux travailleurs immigrés pour récupérer ce qu'ils viennent de perdre au cours de leur grève.

UNE REVUE D'HISTOIRE AUTHENTIQUE :

« LE PEUPLE FRANÇAIS »

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur cette revue. Mais nous ne saurions trop les inciter à prendre contact concrètement avec elle.

Depuis bientôt dix ans, nos jeunes camarades s'efforcent d'éclairer tel ou tel pan de l'histoire du « peuple des profondeurs ». De cette histoire à qui les manuels officiels accordent une part si restreinte. Et qui est pourtant NOTRE histoire puisque, prolétaires ou non, nous possédons tous, dans une ascendance parfois très proche, soit des prolétaires de la grande industrie soit de petits boutiquiers ou artisans qui tiraient le diable par la queue, soit — et c'est dans doute le cas du plus grand nombre — des paysans qui, après avoir été taillables et corvéables à merci sous l'Ancien Régime, furent souvent, au même titre que les ouvriers, les parias de la bourgeoisie « conquérante » des XIX^e et XX^e siècles.

A moins que, venus d'ailleurs, nous ne soyons les descendants de tel ou tel groupe humilié ou persécuté qui a cru trouver en la France la terre des Droits de l'Homme, hélas ! si souvent, et de plus en plus semble-t-il, bafoués dans la réalité quotidienne.

Parmi les articles contenus dans le n° 10 d'avril-juin 1980, du *Peuple français*, nous noterons :

- un texte sur les femmes et la Commune,
- une étude consacrée à la grève des mineurs de 1886 à Décazeville,
- une autre aux grèves de 1917 et 1918,

Rappelons que l'abonnement au *Peuple français* (4 numéros annuels) s'élève à 32 F par an (soutien : 35 F - étranger : 35 F) et que les chèques doivent être libellés à l'ordre du PEUPLE FRANÇAIS, 32, rue Chartraine, 27000 EVREUX (C.C.P. PARIS 22440-24 M).

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MARS 1980

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.300	
Abonnements de soutien	1.140	2.440
Souscription		1.360
<hr/>		
Total des recettes	5.800	
En caisse au 1-3-80		3.239,69
<hr/>		
		7.039,69

DEPENSES

Editions Polyglottes, solde année 79	2.753,28	
Tenue de compte		5
<hr/>		
Total des dépenses	2.758,28	
En caisse au 31-3-80		4.281,41
<hr/>		
		7.039,69

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Sirix (69), 110 ; Jeanne Laurent (03), 200 ; Saiter (60), 150 ; Gerodelle (73), 200 ; Benda (21), 120 ; Vautrey (71), 120 ; Bardin (75), 120 ; Guegain (92), 120.

SOUSCRIPTION

G. Thomas (71), 200 ; Bide (44), 150 ; Lacrouts (14), 400 ; Schapira (75), 50 ; Testud (42), 50 ; Clariana (80), 30 ; Birocheau (79), 50 ; Aulas (06), 50 ; Padros (66), 70.

NOTA : Les comptes du mois d'avril qui comprennent les versements pour le repas du 55^e anniversaire, seront présentés dans le prochain numéro.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : LA CABOCHE DE L'ABIMÉ ! (propos laïques)

Pourquoi des révolutionnaires ne feraient-ils pas tourner les tables ? La gauche a toujours adoré faire parler les morts et le style de ces derniers quand il est dru et simple — populaire — est quelquefois plus compréhensible que celui des vivants... Bref, voici ce que m'a dicté avec une voix d'outre-tombe le génial « gniaff », Emile Pouget, l'immortel Père Peinard. Je n'y ai pas changé une virgule. Le sujet est grave et ses propos montrent qu'il est bigrement au courant des événements qui se passent ici-bas, le copain !

On se croirait revenu ou presque aux beaux jours du règne de Badingue !

Ou plutôt à celui de Pétain, à l'époque triste où les bigots et les cagots envahissant Notre-Dame de la Galette (1) beuglaient « Mon Dieu, sauvez la France » et dénonçaient les bons bougres assez criminels pour « briser les barreaux des prisons pour nos frères ».

... « Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines... »

A part quelques braves curés dynamiteurs, les jésuites encensaient alors la Révolution nationale, divine surprise, qui bouffait du youpin.

Qu'y a-t-il de changé au jour d'aujourd'hui ?

Peau.

La bêtise de la Calotte est toujours crasseuse — elle est universelle puisque, chez les Russkofs, elle trouve même le moyen d'être athée. Sa couche est toujours épaisse mais on n'ose plus attaquer la curaille et la frocaille !

Ouais ! compagnons ! je sais ! Le populo n'est pas sectaire et comme Dieu, il sait, à l'occase, reconnaître les siens : quand les socialos organisaient la torture en Algérie, un quarteron de moinillons et de vicaires sauvèrent la peau de quelques fellouzes. Mais c'est l'exception qui confirme la règle, comme rabachait mon marchand de participes quand j'usais mes fonds de culotte sur les bancs de la Laïque !

Et depuis ? Y a pas de quoi festoyer : les lois Debré et Guermeur favorisent les boîtes des singes et des raticjons et divisent la marmaille (2).

Pour ne pas faire sangloter les dames patronnesses et s'évanouir les sacristains, les journaloux de la gôche qui a pignon sur rue ménagent les cléricaux de tout acabit quand ils ne crient pas : « vivent les jésuitières ! ». Aussi, technocrates, cocos et révérends pères s'en donnent à cœur joie pour goupillonner.

Voilà où nous en sommes. Nom de Dieu ! Et les grandes gueules comme le père Hugo qui dénonçaient à l'Acquarium (3) le complot clérical feraient

aujourd'hui figure de gâteaux pour les pantoufflards. Pis, on les censurerait ! (4).

Les prolos ne sont pourtant pas des enfants de chœur ! Crénom de nom ! Et ils ont comme les Messieurs de la Haute des gosses plus ou moins bien foutus. J'ai un copain dont le moujingue est complètement sonné, maboul, détraqué. Les « psy » qui aiment employer les mots que Jean Misère ne pige pas, disent en hochant gravement la caboche qu'il est psychotique. Fou à lier, quoi !

Un ensoutané de l'Ordre de Benoît dit le saint a sussuré au camarade qu'il lui fallait accepter de porter sa croix (Comment faire autrement ? pardi la ratiche ! hé les gars ! donnez une autre solution !). Puis, pour sauver l'âme du camaro, il a ajouté perfidement : « ce malheur vous est sans doute arrivé parce que vous vous tenez éloigné du Bon Dieu ! Dans sa bonté infinie, c'est une épreuve qu'il vous envoie ! ». L'ignoble qui fait des mamours pour mieux étrangler ! Dieu infiniment bon, mon Dieu ! quelle dérision !

Mais c'est pas tout les copains ! et non contents d'angoisser les purotins par cette charité-là, les raticjons utilisent les anormaux, arriérés, inadaptés, handicapés, marginalisés, aliénés en leur faisant avaler des messes et des prêches, en veux-tu en voilà !

Et ils les font communier. Ça s'est passé dans un hôpital « psy » en Lozère. Or donc, ce dimanche-là, vers les neuf heures, dans sa boîte à prières, le raticjon dit avec une profonde conviction pendant que les fadas baissaient la tête et que lui levait les bras au ciel : « Ceci est mon sang, ceci est mon corps ! ». Drelin ! drelin ! Alors, des patients « psy » et des médecins « psy » se précipitèrent. Faut savoir comment ça se passe avec cette clientèle-là. Je vous fais pas de dessin ! Le fendu baffra. Le frapada briffa. Le timbré croustilla. Le mongol se tapa. Le braqué pignocha. Les enfants-fous ingurgitèrent. Les malades fous ingérèrent. Les fidèles cassèrent la croûte. Le curé cassa la graine. Le corps médical mangea le corps supposé d'un homme supposé, assassiné honteusement, il y a deux mille ans.

Saperlipopette ! Y a pas de quoi chambarder la vieille guimbarde sociale après un coup pareil : Hé bien ! les camaros ! je jarie qu'après mon historiette, un intello tolérant, progressiste et tout, du genre qui se masturbe le citron va protester en jactant sentencieusement : « Vos abîmés, ils recevaient le corps du Seigneur avec l'autorisation de leurs parents ! »

Fichtre ! Y a pas à tortiller : y a des coups de trique qui se perdent. A qui ils sont les pauvres mioches ? Hein ? A Jéhovah ? A leurs vieux qui de douleur, parfois, commencent à dérailler ? Vingt dieux ! y a pas besoin d'avoir inventé le marteau à bomber les verres de lunettes pour saisir ça : pour un bon bougre, la pauvre caboche de l'abîmé, elle appartient à l'abîmé. *En priorité.*

Jean MOREAU.

(1) Le Sacré-Cœur.

(2) En créant deux écoles : une pour les galeux ! l'autre pour les fils à papa !

(3) La Chambre des Députés.

(4) Pas à la R.P. quand même ! J'ose l'espérer !

A TRAVERS LES LIVRES

NOUS AVONS REÇU et nous sommes en train de lire :

Ces Allemands qui ont défié Hitler (1933-1945)

de Gérard SANDOZ (Editions Pygmalion-Gérard Watelet, Paris).

Notre ami Gérard SANDOZ (camarade Stern) publie là une œuvre capitale. Il détruit cette erreur, parfois ce mensonge : le peuple allemand n'a pas résisté à Hitler. Or, des dizaines de milliers d'Allemands vivaient (ou plutôt mouraient) dans les camps de concentration quand leurs camarades des pays occupés les y ont rejoints. Ils étaient communistes ou socialistes et ils ne se reniaient pas. Certains, dont la liste est impressionnante, ont fait preuve d'un héroïsme qui vous prend à la gorge.

Les faits sont là, indéniables, et les chiffres aussi. C'est ainsi que nous apprenons que jamais, dans un scrutin libre, Hitler n'a obtenu la majorité. L'union des social-démocrates et des communistes aurait toujours pu lui barrer la route, si le parti communiste allemand n'avait pas considéré, aux ordres de Staline, la social-démocratie comme l'ennemi principal. Déjà, en 1925, le maréchal Hindenbourg pouvait être écarté de la présidence de la république de Weimar, si les deux millions de voix communistes n'avaient fait défaut, refusant « la politique du moindre-mal », inaugurant celle du « bonnet blanc et blanc bonnet ». Or, c'est là que tout a commencé. On sait qu'il a fallu vingt ans pour en finir, au prix de quels sacrifices et de quelles abominations.

Ces quelques lignes sont insuffisantes à rendre compte de ce livre qui vient à son heure pour combattre le nationalisme en pleine recrudescence et qui est « le mal absolu » comme l'a dit Willy Brandt dont le témoignage figure à la fin de l'ouvrage.

Que nos camarades n'attendent pas pour le lire que nous ayons analysé davantage le livre de Gérard SANDOZ, vieil ami de « la R.P. ». Il mérite que nous en reparlions plus longuement. Il sert aussi à comprendre la politique actuelle et, peut-être, à éviter le renouvellement d'erreurs lourdes de conséquences tragiques.

NOUS AVONS REÇU aussi de notre ami Louis SIMON :

Georgette, une plaquette aux lignes émues et émouvantes pour le souvenir de la compagne de sa vie, Georgette RYNER.

Henri POULAILLE

est mort. Nous saluons ici la mémoire de l'ami disparu. Dans le prochain numéro, Roger HAGNAUER parlera de l'écrivain et de l'homme.

« Si la vie ouvrière s'exerce et s'alimente à l'atelier et à l'usine, le mouvement syndical en est l'expression. Les préoccupations intimes du travailleur provoquées par les conditions de travail qui lui sont faites chez le patron et dont il constate les durs effets dans son foyer, trouvent leur tribune et leur écho dans le syndicat.

« Et malgré les défauts de ces groupements — défauts qu'en grande partie l'on pourrait attribuer à la fausse éducation sociale donnée à l'ouvrier — ils sont bien l'émanation, je dirai la physionomie de la vie ouvrière dont l'organisation politique peut s'inspirer, sans la pouvoir représenter.

« Aujourd'hui nul ne songe et nul n'oserait contester la nécessité du mouvement syndical, mais on voudrait limiter son effort en le subordonnant à des forces extérieures, alors qu'on devrait reconnaître qu'à un mouvement qui va croissant, il faut des moyens d'action tirés des formes mêmes du groupement qui le produit. »

Victor GRIFFUELHES,

secrétaire de la C.G.T. de 1901 à 1909.

Extrait de la brochure « L'ACTION SYNDICALISTE » éditée en 1908, rééditée en 1980 par « Les Editions Syndicalistes » (21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - C.C.P. 21764-88 D, Paris) avec une notice biographique et une préface de Jean MAITRON.)

BON DE COMMANDE

L'ACTION SYNDICALISTE

de Victor GRIFFUELHES

NOM :

Adresse :

Je commande :

— exemplaires.

PRIX : 1 exemplaire franco 20 F

à partir de 10 exemplaires 16 F

à partir de 20 exemplaires 15 F

21, rue Jean-Robert, 75018

aux EDITIONS SYNDICALISTES

C.C.P. 21764-68 Paris

SORTILEGE DU PAYS D'ENFANCE ET POETIQUE DES JOURS

de Renée KERDUDOU

Selon un dictionnaire étymologique « *sortilège* » signifie *choix de « sorts »... « d'objets destinés à prédire l'avenir »*. Et ces étourdis d'enfants qui parlent, chantent, dansent le long des jolis poèmes de Renée Kerdudou répondent... à la question du philosophe : « *la vie... voyons, c'est nous* ». N'est-ce pas d'ailleurs Alain, l'un des derniers cartésiens, qui célébrait Noël par cette promesse touchant terre « *l'enfant a pour mission de tout recommencer à neuf* » ? Alors on entend la jeune adolescente qui sachant finie pour elle « *la douce féerie de l'enfance* » dit : « *c'est vers elle que je reviendrai... lorsque la vie m'aura comblée ou que la vie m'aura meurtrie* »... Que notre chère et vieille amie Renée Kerdudou, dont le sourire toujours jeune paraît encore le repas du 55^e anniversaire de la R.P., soit remerciée pour nous offrir par ce sortilège d'une rayonnante et généreuse naïveté (et la naïveté reste pour moi le privilège des vrais poètes), la voie du retour vers *la féerie de l'enfance*.

Doutez-vous qu'elle soit des nôtres, cette éducatrice qui a participé aux luttes syndicales et sociales d'hier, qui — bien avant les indigestes compilations d'aujourd'hui — se rangea parmi les pionniers de la pédagogie active ? Lisez « *Poétique des jours* » (des poèmes pour tous — recueil qui mérita une deuxième édition, ce qui pour la poésie est exceptionnel). Une militante, une éducatrice, qui peut, avec la même fraîcheur d'âme, que dans ces « *sortilèges enfantins* » offrir un choix de *pensées contemporaines...* n'est-ce pas miraculeux ? Les titres des chapitres sont suffisamment suggestifs :

Naissance de l'Homme — Fragilité de l'Homme — La poésie moderne — La nature — A travers les expositions (Coulommiers - Picardie - St-Quentin - La Bretagne - Villeneuve-le-Roi, etc.). Mais il y a l'évocation des poètes. D'abord *Paul Fort* — trop méconnu — le « *trouvère* » de l'Ile-de-France. Et surtout deux qui furent nôtres, d'une fidélité exemplaire : *Marcel Martinet* et *Charles Vildrac*.

« *La poésie*, disait Lautréamont, *au même titre que les sciences, se veut un moyen d'investigation pour élucider les mystères au milieu desquel notre existence étouffe.* »

C'est bien l'ambition de Renée Kerdudou en nous livrant « *ces réflexions à la recherche des problèmes de l'Homme* ». Une critique la félicite pour « *cette inspiration vaste à l'échelle humaine au lieu d'un repliement sur le fameux « cœur » dont abusent d'ordinaire les poètes* ». Peut-être. Mais n'est-ce pas en « *écoutant son cœur* » que notre amie a entendu et prolongé le message des « *prêtres morts* »... *de justice et d'amour* ?

Les deux livres de poèmes sont présentés comme des œuvres d'art. *Sortilège du pays d'enfance*, illustré d'aquarelles de DERMONT NASICA et *Poétique des jours* avec des illustrations du « *médailleur international* » : William SHIFFER. Et c'est bien une vivante protestation contre le « *monde, vertical, massif, anguleux, grossier, agressif et laid... une maison toute seule, entourée d'harmonie !* ».

R. H.

On peut se procurer les deux livres de poèmes en s'adressant à Renée KERDUDOU : 22, avenue de la République, 94290 Villeneuve-le-Roi. Envoyer au C.C.P. 961-94 P Paris : 38,80 F (port compris) pour *Sortilège de l'Enfance* et 33,80 F (port compris) pour *Poétique des jours*.

LA RÉPUBLIQUE DES ESCARTONS

Au moment où l'enseignement de l'histoire est remis en question, où il est saboté par la loi Haby et contesté même par certains enseignants, voici le début d'une étude approfondie d'histoire locale et régionale.

Etant instituteur, il m'est arrivé de faire une leçon sur le mouvement communal au Moyen Age. Les bourgeois des villes, enrichis par le commerce et l'artisanat, achetant au Seigneur le droit de s'administrer librement, élevant des remparts, construisant un beffroi, assurant la sécurité à l'extérieur, la voirie et se réunissant pour discuter de tout cela, soit à la cathédrale, soit à l'hôtel de ville.

Mais ce n'est que longtemps après, lorsque j'ai eu l'occasion de visiter en Italie du Nord : Crémone, Vérone, Venise et en Flandre : Ypres, Bruges, Gand, Bruxelles, que j'ai pu me rendre compte de la prospérité de ces villes indépendantes, des avantages du régime démocratique sur le régime féodal et de l'amélioration considérable du cadre de vie qui en découle. Cela m'a conduit aussi à réfléchir sur le mouvement démocratique en milieu rural.

Au XIV^e siècle, le Prince Humbert II qui règne sur le Dauphiné n'a pas bon moral. Il est affligé par des soucis familiaux, il a perdu sa femme et son fils. Il est tracassé par les soucis matériels, l'inondation de Grenoble a détruit ses archives, il n'a plus les documents qui établissent ses droits et privilèges, le recensement de ses propriétés, le relevé de ses vassaux. Il est inquiet pour le salut de son âme, il souhaite avoir de l'argent, beaucoup d'argent, il le remettra aux gens d'Eglise et on tiendra compte de ses libéralités le jour du Jugement dernier. Il finira par céder le Dauphiné au roi de France Philippe VI de Valois pour 200.000 florins en 1349.

Les hautes vallées de la région de Briançon, c'est-à-dire, vallée de la Durance (Briançon), de la Clarée (Névache, Val des Prés), de la Guisane (Le Monétier), de la Gyronde (Pelvoux), de la Cerveyrette (Cervièrès), du Guil (Château Queyras), de l'Aigüe blanche, affluent du Guil (St-Véran), et sur le versant opposé le Bardonnecchia, la Doire ripaire (Oulx, Césame, Exiles, le Ghisone (Pignerol), avaient établi de bonne heure des organisations capables de défendre efficacement les intérêts de leurs mandants. Elles

avaient obtenu dès 1244 la suppression de la taille et en 1316, la suppression de la gabelle. Ces organisations étaient les Universités et les Communautés. Je ne sais pas ce qu'il faut entendre par ces termes. A Paris, la Sorbonne date de 1255. Les Communautés n'étaient pas toutes des monastères, les représentants des unes et des autres avaient les titres de Consuls, Syndics ou Procureurs.

En 1343, Humbert II, Dauphin du Viennois, Prince de Briançon, Marquis de Césane, accorde une charte aux habitants des hautes vallées (11.000 florins et une rente viagère de 4.000 ducats). Cette charte conservée à la mairie de Briançon est une véritable Constitution, elle est restée en vigueur jusqu'en 1790. Elle établit l'égalité des citoyens (plus de ser-vage) et le suffrage universel. Ses intéressés se mettent facilement d'accord sur les détails : on est électeur à 20 ans, éligible à 25, le vote est obligatoire. Le maire (ou consul) doit être élu à la majorité des deux tiers. Un étranger à la localité n'est éligible qu'après 6 ans de présence. Les juges sont élus (élus au second degré).

La principale attribution du Conseil Municipal étant de répartir l'impôt, et répartir en disant en provençal « *escarter* », on a donné le nom de *République des Escartons* à ces territoires. Un escarton étant le territoire de chaque vallée.

Ce régime a donné satisfaction. Les intéressés y étaient très attachés. Chaque fois qu'un roi de France mourait, une délégation se mettait en route et s'en allait au Louvre, à Amboise, à Versailles ou ailleurs, demander à son successeur de prendre l'engagement de respecter les libertés accordées aux hautes vallées. Au traité d'Utrecht, les vallées du versant oriental ont été cédées au Piémont, inversement la vallée de Barcelonnette est devenue française et ses représentants se sont joints à la délégation qui s'est présentée chez Louis XV et chez Louis XVI.

En 1790, lors de la division de la France en départements, les habitants de La Grave, au pied des Aiguilles de la Meige, sur le versant qui regarde vers Grenoble, ont fait des pieds et des mains pour être rattachés aux Hautes-Alpes plutôt qu'à l'Isère, ils espéraient bénéficier des avantages accordés aux hautes vallées. Ils ont obtenu gain de cause, mais la République des Escartons avait pris fin.

Aujourd'hui, quand le maire de La Grave veut parler au sous-préfet, si c'est l'été, il prend le car qui escalade le col de Lautaret et le conduit à Briançon, c'est un voyage de 39 km. Si c'est l'hiver, il prend le car pour Grenoble, 78 km, le train ensuite, le Grenoble-Marseille, jusqu'à Veynes, 110 km, le Paris-Briançon enfin jusqu'à destination, 109 km. Soit au total 297 km et deux jours de route.

Aujourd'hui, la frontière suit à peu près la ligne de partage des eaux, il n'en a pas toujours été ainsi, ainsi Pignerol qui a été longtemps une forteresse française est à 77 km au-delà du col du Montgenève. Inversement la vallée de l'Ubaye a dépendu de la Maison de Savoie jusqu'en 1713. Le village de Colmars-les-Alpes sur les pentes sud du col d'Allos à 15 km du col était ville frontière, il possède encore le Fort de Savoie en amont du village et le Fort de France en aval. Venir au chef-lieu de la province était une expédition longue et difficile, mais ce n'était pas une affaire qu'aller rendre visite aux voisins de l'autre versant, les cols des Alpes étant à une altitude raisonnable.

Les géographes nous disent qu'à Briançon, à 1.326 m d'altitude, on compte 150 jours de gelée par an. Un certain nombre de villages sont plus élevés, le maximum étant St-Véran à 2.050 m. Disons que l'hiver dure six mois. Pendant six mois, après les soins au bétail, on n'a pas autre chose à faire que débiter du bois pour faire du feu ou casser des noix pour faire de l'huile.

Casser des noix est un travail fastidieux, on ne va pas s'abrutir à casser des noix toute la journée, c'est un travail qui se fait le soir à la veillée après avoir invité les voisins. Dans la montagne on a plus qu'ailleurs besoin les uns des autres, c'est pourquoi il y a un esprit communautaire qu'on ne trouve pas dans la plaine, c'est pourquoi aussi les habitants des hautes vallées ont toujours eu un haut niveau intellectuel. Le plus ancien texte de la langue française est le Serment de Strasbourg qui date de 842. Le plus ancien texte en provençal date à peu près de la même époque, et c'est dans les hautes vallées le règlement du canal d'arrosage. Il avait fallu d'abord tracer le plan du canal, établir un genre de cadastre pour évaluer la participation de chacun, prévoir les modalités de l'expropriation qui sera parfois nécessaire, penser à l'entretien du canal, il faudra le dévaser chaque année, réparer les dégâts causés par les orages, discuter le règlement, désigner le garde canal, lui donner l'autorité nécessaire pour régler les litiges, on a l'eau chacun son tour et à l'époque, on ne pouvait se baser que sur le cadran solaire.

Je sais bien que les Egyptiens, les Grecs et les Romains avaient bien avant ce temps de belles réalisations, mais ils habitaient une terre bénie des Dieux. Avec trois anchois, une douzaine d'olives et un fromage de chèvre, on pouvait faire un repas. Ils n'avaient pas à se battre contre une nature hostile, au surplus, ils avaient des esclaves qui travaillaient pour eux.

MAYSSONNIER.

(à suivre)

Prélude aux hommages à M. le Pape

« Après et souvent avec le fétichisme, vient le culte des sorciers. C'est un culte, sinon beaucoup plus rationnel, au moins plus naturel et qui nous surprendra moins que le pur fétichisme, *parce que nous y sommes habitués* étant encore aujourd'hui entourés de *sorciers* : les spirites, les médiums, les clairvoyants avec leurs magnétiseurs, et voire même les prêtres de l'église catholique romaine aussi bien que ceux de l'église orientale grecque, qui prétendent avoir la puissance de forcer le bon Dieu, à l'aide de quelques formules mystérieuses à descendre sur l'eau ou bien même à se transformer en pain et en vin — tous ces *forceurs* de la divinité soumise à leurs enchantements, ne sont-ils pas autant de sorciers ? »

Michel BAKOUNINE
(Œuvres, tome I, p. 150,
Bibliothèque sociologique 1868.)

Mais l'Etat français est-il encore, constitutionnellement, un Etat laïque ?

COMMUNIQUE

JOURNEES ROSA LUXEMBOURG 31 MAI ET 1^{ER} JUIN 1980

LIEU : Ferme de BOUSSY-SAINT-ANTOINE (Essonne)

moyens d'accès : route RN 6 PARIS-MELUN jusqu'à la Croix-de-Villeroy et ensuite direction « Val-d'Yerres » et Boussy-St-Antoine

SNCF : gare de Boussy-St-Antoine (ligne banlieue Sud-Est Paris-Melun)

	horaires	
Samedi	13 h 17	13 h 44
	13 h 32	13 h 59
Dimanche	8 h 32	8 h 59
	9 h 02	9 h 27

(fléchage de l'itinéraire à partir de la gare de Boussy)

Bulletin-réponse à retourner AVANT le 28 MAI 1980 à :

BLETTERIE, 15, résidence Jarcy, 91480 QUINCY-SOUS-SENART - Tél.900-80-21)

M.

Adresse

participera aux journées « Rosa Luxemburg »

— à la séance du samedi 31 mai 1980	OUI	NON
— à la séance du dimanche 1 ^{er} juin	OUI	NON
— au repas en commun (participation aux frais 25 F)	OUI	NON

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Pour simplifier notre comptabilité, nous avons décidé de la scinder en deux parties.

Lorsqu'ils désieront des ouvrages édités par les EDITIONS SYNDICALISTES elles-mêmes, nos lecteurs voudront bien adresser la commande directement 21, rue Jean-Robert, avec le chèque libellé à l'ordre des Editions :

21764-88 D PARIS.

Par contre, lorsqu'ils souhaiteront recevoir des ouvrages D'AUTRES EDITEURS, ils voudront bien adresser leur commande à la

B.P. 97 - 75862 PARIS CEDEX 18

mais sans porter de n° de C.C.P. s'ils règlent par chèque postal.

L'abondance de la copie nous oblige à remettre au prochain numéro la liste des ouvrages que nous tenons à la disposition de nos lecteurs.

Ils peuvent d'ailleurs se reporter aux numéros précédents, de février et de mars.

L'ALTERNATIVE

Le n° 3 (mars-avril 1980) est paru depuis déjà un certain temps.

Le dossier traditionnel est consacré cette fois à MOSCOU SANS SAKHAROV.

Parmi les autres articles, signalons celui d'Alice Braïtberg : Quand le féminisme ressurgit à Lénin-grad.

Nous vous rappelons que les EDITIONS SYNDICALISTES peuvent vous procurer à 13 F (au lieu de 15 F) les n°s 2 et 3 (le n° 1 est épuisé). L'abonnement annuel (6 numéros) par notre intermédiaire n'est que de 56 F (au lieu de 70 F).

CEUX QUI S'EN VONT

Renée LAMBERET

C'est pour ainsi dire une sœur que nous avons tous perdue en la personne de Renée Lamberet, décédée le 12 mars à l'hôpital de Villeneuve-St-George à l'âge de 79 ans.

Agrégée d'histoire, elle avait consacré tous les moments que lui laissait l'enseignement à l'historiographie de l'anarchisme et notamment du mouvement ouvrier espagnol. Car elle fut toujours très proche des camarades d'Outre-Pyrénées. Membre autrefois du groupe *Temps Nouveaux - Plus Loin*, elle ne se voulait pas syndicaliste. Ses travaux témoignent d'une documentation scrupuleuse à l'extrême. Sa bibliothèque, considérable, et ses papiers ont été légués à l'Institut français d'Histoire sociale, où ils pourront sans doute être consultés dans un proche avenir.

Les amis de Renée Lamberet n'oublieront jamais sa gentillesse et sa générosité de cœur qui étaient totales.

J. R.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

C.C.P. 734-99 W Paris

Abonnements (y compris Marché Commun) :

6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F

Permanences :

les lundis de 15 à 17 heures

les mercredis et jeudis de 17 à 19 heures

le 1^{er} samedi de chaque mois à partir de 15 h

(réunion mensuelle de l'Union des Syndicalistes)